



NOTICE ANNUELLE 2024
(Exercice clos le 31 mars 2024)

14 juin 2024

SIÈGE SOCIAL
8585, chemin de la Côte-de-Liesse
Saint-Laurent (Québec)
Canada H4T 1G6

TABLE DES MATIÈRES

1.	STRUCTURE ORGANISATIONNELLE	4
	1.1 Dénomination sociale, adresse et constitution	4
	1.2 Liens intersociétés	4
2.	APERÇU DE LA SOCIÉTÉ	4
	2.1 Vue d'ensemble	4
	2.2 Produits des activités ordinaires par secteur géographique, produits des activités ordinaires par secteur d'activité et emplacements	5
	2.3 Notre mission	5
	2.4 Notre vision	5
3.	DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS	5
	3.1 Faits nouveaux importants des trois derniers exercices	5
4.	DESCRIPTION DES ACTIVITÉS	10
	4.1 Notre stratégie	10
	4.2 Nos activités	10
	4.3 Vue d'ensemble et tendances de l'industrie	11
	4.4 Innovation et recherche et développement	12
	4.5 Fabrication et services	16
	4.6 Compétences et connaissances spécialisées	17
	4.7 Concurrence	17
	4.8 Composantes	18
	4.9 Propriété intellectuelle	18
	4.10 Cycles	19
	4.11 Personnel	19
	4.12 Développement durable	20
	4.13 Monnaies étrangères	22
	4.14 Réorganisations	22
5.	RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOS ACTIVITÉS	23
6.	DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS	23
	6.1 Dividendes	23
	6.2 Rachat et annulation d'actions ordinaires	23
7.	STRUCTURE DU CAPITAL ET MARCHÉ DES TITRES	23
	7.1 Description du capital social	23
	7.2 Cours et volume des opérations sur les actions ordinaires	24
	7.3 Ventes antérieures	25
	7.4 Billets de premier rang non garantis	25
	7.5 Notations de crédit	25
8.	ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION	26
	8.1 Nom et fonctions principales	27
	8.2 Interdictions d'opérations, faillites, amendes ou sanctions	33
9.	AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES	33
10.	COMITÉ D'AUDIT	33
	10.1 Charte	33
	10.2 Membres	33
	10.3 Approbation des services	35
11.	INTÉRÊTS DES EXPERTS	36
12.	RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	36
	GLOSSAIRE	37
	ANNEXE A – FILIALES ET AUTRES INVESTISSEMENTS	39
	ANNEXE B – EMBLEMES DES SITES IMPORTANTS	44
	ANNEXE C – CHARTE DU COMITÉ D'AUDIT	48

RENSEIGNEMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

Le rapport de gestion de CAE ainsi que nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024 et les notes y afférentes (**états financiers consolidés**) se trouvent dans le rapport financier annuel remis aux actionnaires pour l'exercice clos le 31 mars 2024 (**rapport financier annuel**). Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la Partie I du Manuel de CPA Canada — Comptabilité et aux normes IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board. Certains renseignements qui sont contenus dans le rapport de gestion et dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024, de même que dans les notes y afférentes, disponibles sur SEDAR+ au www.sedarplus.ca, sont expressément intégrés par renvoi dans la présente notice annuelle. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en raison de la présentation à titre d'activités abandonnées de notre secteur Santé dans notre rapport de gestion et nos états financiers consolidés. Les parties du rapport financier annuel qui ne sont pas expressément intégrées par renvoi ne font pas partie des présentes.

Sauf indication contraire, toute somme d'argent indiquée dans la présente notice annuelle est exprimée en dollars canadiens. Dans la présente notice annuelle, nous utilisons les termes « nous », « nos », « notre », « nôtre », « Société » et « CAE » pour désigner CAE inc. et, selon le cas, ses filiales. Nous utilisons également les autres termes clés dans la présente notice annuelle, lesquels sont définis dans le glossaire joint en annexe de la présente notice annuelle.

L'exercice 2024 ou EX2024 signifie la période allant du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024, l'exercice 2023 ou EX2023 signifie la période allant du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023, l'exercice 2022 ou EX2022 signifie la période allant du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 et l'exercice 2021 ou EX2021 signifie la période allant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

La présente notice annuelle contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (**ESG**), nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, notre capacité retirer les anciens contrats (tels qu'ils sont définis aux présentes) comme prévu et à gérer et atténuer les risques qui y sont associés, l'incidence du retrait des anciens contrats ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou à la performance future et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

En raison de leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de telles différences comprennent notamment les risques stratégiques, comme l'incertitude géopolitique, la conjoncture économique mondiale, la concurrence commerciale, le rapport de force et l'empiètement des fabricants d'équipement d'origine (**OEM**), l'inflation, la portée internationale de nos activités, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les contraintes du secteur de l'aviation civile, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les activités de recherche et de développement (**R-D**), l'évolution des normes et l'innovation et la perturbation technologiques, la durée du cycle de vente, le développement des affaires et l'attribution de nouveaux contrats, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, le risque que nous ne puissions garantir aux investisseurs que nous gérons efficacement notre croissance, les estimations des occasions sur le marché et les priorités concurrentes; les risques opérationnels, comme les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la gestion et l'exécution des programmes, les fusions et acquisitions, la continuité des activités, les sous-traitants, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, notre dépendance continue à l'égard de certaines parties et informations, la santé et la sécurité; les risques liés à la cybersécurité; les risques liés aux talents, comme le recrutement, le perfectionnement et le maintien en poste, la capacité d'attirer, de recruter et de maintenir en poste les membres du personnel et de la direction clés, la culture d'entreprise et les relations de travail; les risques financiers, comme la disponibilité du capital, le risque de crédit des clients, les variations du change, l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, le risque de liquidité, la volatilité des taux d'intérêt, le rendement pour les actionnaires, l'activisme des actionnaires, les estimations comptables, le risque de dépréciation, la capitalisation des régimes de retraite, l'endettement, les coûts d'acquisition et d'intégration, les ventes d'actions ordinaires additionnelles, les cours du marché et la volatilité de nos actions ordinaires, le caractère saisonnier des activités, les questions fiscales et le carnet de commandes ajusté; les risques légaux et réglementaires, comme les droits en matière de données et la gouvernance des données, les mesures d'atténuation prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la conformité avec les lois et règlements, les lacunes potentielles de la couverture d'assurance, les passifs liés aux produits, les lois et règlements sur l'environnement, les contrôles et enquêtes publics, la protection de nos droits de propriété intellectuelle et de notre marque, la propriété intellectuelle de tiers, le statut d'émetteur privé étranger, et l'exercice de recours en responsabilité civile à l'encontre de nos administrateurs et dirigeants; les risques ESG, comme les événements climatiques extrêmes et l'incidence des catastrophes naturelles ou autres (y compris les répercussions des changements climatiques), ainsi que la surveillance accrue des questions ESG et les écarts de perception à cet égard; les risques d'atteinte à la réputation; et les risques technologiques, comme les technologies de l'information (**TI**) et la dépendance envers des tiers fournisseurs pour la gestion des systèmes et des infrastructures de technologies de l'information. La liste qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur la performance ou les résultats de CAE.

En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date de la présente notice annuelle. Vous trouverez de plus amples renseignements à la section 10 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » du rapport de gestion inclus dans le rapport financier pour l'exercice clos le 31 mars 2024, qui a été déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et qui est disponible sur le site Web de CAE (www.cae.com). Le rapport de gestion a également été déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et est disponible sur son site Web (www.sec.com).

Les lecteurs sont avisés que l'un des risques énoncés pourrait avoir des effets nuisibles importants sur les énoncés prospectifs de CAE. Les lecteurs sont également avisés que les risques mentionnés plus haut et ailleurs dans la présente notice annuelle ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Les énoncés prospectifs contenus dans la présente notice annuelle décrivent nos attentes au 14 juin 2024 et, par conséquent, sont susceptibles d'être modifiés après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans la présente notice annuelle sont expressément visés par cette mise en garde.

De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions similaires reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date de la présente notice annuelle. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de celle-ci. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas s'y fier indûment.

HYPOTHÈSES IMPORTANTES

Les énoncés prospectifs dans la présente notice annuelle sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à exécuter et à nous retirer efficacement des anciens contrats tout en gérant les risques qui y sont associés, et notre capacité à achever l'intégration des activités d'AirCentre et la vente des activités de CAE Santé dans les délais et aux coûts prévus. Le transport aérien est un moteur important des activités de CAE et la direction s'appuie sur l'analyse de l'Association du transport aérien international pour étayer ses hypothèses sur le taux et le profil de reprise de son marché principal de l'aviation civile. En conséquence, les hypothèses énoncées dans la présente notice annuelle et, par conséquent, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient se révéler inexacts. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans la présente notice annuelle, se reporter à la section 10 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » du rapport de gestion figurant dans le rapport financier pour l'exercice clos le 31 mars 2024, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov), laquelle section est intégrée à la présente notice annuelle par renvoi.

1. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

1.1 Dénomination sociale, adresse et constitution

Le 17 mars 1947, CAE inc. (**Société** ou **CAE**) a été constituée sous le régime des lois du Canada par lettres patentes en tant que Canadian Aviation Electronics Ltd. En 1965, la Société a pris la dénomination CAE Industries Ltd. et, en 1993, elle a pris la dénomination CAE inc.

CAE a été prorogée en 1977 sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions (LCSA)*. En 1979, les statuts de CAE ont été modifiés pour convertir son capital social autorisé en un nombre illimité d'actions ordinaires (**actions ordinaires**), et ils ont été modifiés de nouveau en 1981 de façon à autoriser un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et comportant les droits, privilèges, restrictions et conditions pouvant être établis par les administrateurs de CAE.

Le 9 juin 1995, les statuts de CAE ont été modifiés de façon à autoriser les administrateurs à nommer d'autres administrateurs conformément à la LCSA.

Le siège social de CAE est situé au 8585 Côte-de-Liesse, Saint-Laurent, Québec, Canada H4T 1G6, téléphone : 514 341-6780, télécopieur : 514 340-5530.

1.2 Liens intersociétés

Les filiales directes et indirectes ainsi que d'autres investissements ou participations de CAE figurent à l'annexe A.

2. APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

2.1 Vue d'ensemble

Chez CAE, nous dotons les personnes occupant des postes critiques de l'expertise et des solutions nécessaires pour rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation par simulation et de soutien aux opérations critiques. Mais avant tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires et aux forces de défense et de sécurité de donner quotidiennement le meilleur d'eux-mêmes lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec environ 13 000 employés répartis dans plus de 240 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute fidélité possible, ainsi que de programmes de formation assistés par des technologies numériques. Nous intégrons le développement durable dans tout ce que nous faisons. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York (**TSX/NYSE**), sous le symbole CAE.

2.2 Produits des activités ordinaires par secteur géographique, produits des activités ordinaires par secteur d'activité et emplacements

Les produits des activités ordinaires consolidés de CAE se sont établis à 4,3 milliards de dollars pour l'exercice 2024 et à 4,0 milliards de dollars pour l'exercice 2023. Ils sont répartis comme suit :

<u>Produits des activités ordinaires par secteur d'activité (%)</u>	EX2024	EX2023	<u>Répartition géographique des produits des activités ordinaires (%)</u> (selon l'emplacement des clients)		
			EX2024	EX2023	
Aviation civile	57	54	Canada	11	9
Défense et sécurité	43	46	États-Unis	49	52
			Royaume-Uni	6	6
			Reste des Amériques	2	2
			Europe	15	14
			Asie	13	15
			Océanie et Afrique	4	2
	100	100		100	100

Pour obtenir de l'information concernant les produits des activités ordinaires de CAE par secteur isolable, il y a lieu de se reporter à la section 6 « *Résultats par secteur* » du rapport de gestion de 2024 de la Société, laquelle section est intégrée dans la présente notice annuelle par renvoi.

L'annexe B présente, par secteur d'activité, les emplacements des sites importants des principales filiales et divisions de CAE à la date de la présente notice annuelle.

2.3 Notre mission

Être à l'avant-plan de l'immersion numérique grâce à des solutions de formation et de soutien opérationnel de haut niveau technologique qui rendent le monde plus sécuritaire.

2.4 Notre vision

Être le partenaire mondial de choix dans les domaines de l'aviation civile et de la défense et sécurité en révolutionnant la formation et les opérations critiques de nos clients grâce à des solutions numériques immersives qui améliorent la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3. DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS

3.1 Faits nouveaux importants des trois derniers exercices

Faits saillants de l'exercice 2022

Changements sur le plan de la direction

- Avec prise d'effet le 3 mai 2021, Mary Lou Maher a été nommée au conseil d'administration de CAE (**conseil**).

- Le 30 août 2021, Carter Copeland a été nommé vice-président principal, Stratégie mondiale, un nouveau poste de direction, et Andrew Arnovitz a été nommé vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise.
- Le 28 octobre 2021, Pascal Grenier a été nommé au poste de vice-président principal, Services de l'aviation et opérations mondiales.
- Avec prise d'effet le 30 mars 2022, Hélène V. Gagnon a été nommée cheffe de la direction du développement durable et vice-présidente principale, Engagement des parties prenantes, un nouveau poste.

Regroupements d'entreprises

- Le 1^{er} avril 2021, nous avons acquis la participation restante de 79 % dans RB Group, un important fournisseur de solutions entièrement intégrées qui modernisent la façon dont les compagnies aériennes et les exploitants d'avions d'affaires interagissent avec leur équipage. Cette acquisition est venue appuyer l'expansion de CAE dans la gestion numérique de l'équipage de conduite dans le cadre de son objectif d'accroître les services logiciels destinés à l'aviation civile.
- Le 10 juin 2021, nous avons fait l'acquisition de GlobalJet Services, un fournisseur de formation en maintenance aéronautique reconnu dans le monde entier pour ses services destinés à l'aviation commerciale et aux hélicoptères. Cette acquisition a permis d'accroître les plateformes d'aéronefs que nous pouvons exploiter sur le marché de la formation en maintenance grâce à des programmes de formation de calibre mondial approuvés par la réglementation.
- Le 2 juillet 2021, nous avons acquis les activités de L3H MT, qui comprennent Link Simulation & Training, Doss Aviation et AMI, pour une contrepartie en espèces de 1 337,7 millions de dollars. Link Simulation & Training était l'un des plus importants fournisseurs de solutions de formation militaire aux États-Unis; Doss Aviation, le fournisseur de l'entraînement initial au vol à la United States Air Force; et AMI, un établissement de conception et de fabrication du matériel destiné aux simulateurs. L'acquisition a élargi notre position en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, indépendants des plateformes, en diversifiant notre position de chef de file en formation et simulation dans le domaine aérien, complétant ainsi nos solutions de formation terrestre et maritime, et améliorant nos capacités de simulation et de formation dans les domaines spatial et cyber.
- Le 28 février 2022, nous avons conclu l'acquisition d'AirCentre, une gamme de solutions d'optimisation et de gestion de l'équipage de conduite, pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 498,9 millions de dollars. La transaction nous a dotés du portefeuille de produits AirCentre, des technologies et des droits de propriété intellectuelle connexes ainsi que de ses employés hautement qualifiés. L'acquisition a élargi davantage notre portée auprès de notre vaste clientèle au-delà de la formation des pilotes et positionne CAE comme chef de file technologique dans le marché croissant des solutions numériques de gestion des vols et des équipages en tête de l'industrie.

Autres

- En juillet 2021, au moment de la conclusion de l'acquisition de L3H MT, 22 400 000 reçus de souscription en circulation ont été convertis en actions ordinaires de CAE, à raison de un pour un.
- En juillet 2021, nous avons conclu des contrats d'emprunt à terme non garantis d'un montant total de 300,0 millions de dollars US pour financer une partie du prix d'acquisition de L3H MT.
- En juillet 2021, nous avons été inclus à l'indice S&P/TSX 60, qui regroupe les 60 chefs de file des principaux secteurs au Canada.
- En septembre 2021, nous avons prorogé l'échéance de notre facilité de crédit renouvelable non garantie de 850,0 millions de dollars US jusqu'au 29 septembre 2026.
- En septembre 2021, nous avons conclu de nouveaux accords de participation financière avec le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, qui investiront jusqu'à 190,0 millions de dollars et 150,0 millions de dollars, respectivement, sous forme de prêts partiellement remboursables pour des dépenses admissibles liées à des projets de R-D. Les

investissements financeront le Projet Résilience, un plan d'investissement de 1 milliard de dollars dans les innovations en R-D pendant une période de cinq ans.

Faits saillants de l'exercice 2023

Changements sur le plan de la direction

- Le 1^{er} avril 2022, Patrick M. Shanahan s'est joint au conseil.
- Le 10 août 2022, Elise Eberwein et Ayman Antoun ont été nommés au conseil. En outre, Alan N. MacGibbon a succédé à l'honorable John Manley à titre de président du conseil. M. Manley a quitté le conseil conformément à la politique sur la limite de la durée du mandat de CAE.
- Le 20 juin 2022, Heidi R. Wood a quitté ses fonctions de vice-présidente directrice, Développement des affaires et Initiatives de croissance et de présidente, CAE Santé.
- Le 6 septembre 2022, Abha Dogra a été nommée cheffe de la stratégie numérique et de la technologie dans le cadre d'un nouveau poste de direction. M^{me} Dogra est devenue cheffe de la Technologie et des Produits lorsqu'elle a pris en charge la fonction de gestion des produits, tout en continuant d'assumer ses responsabilités liées au numérique et à la technologie.

Autres

- Le 16 août 2022, nous avons annoncé la signature d'un accord de partenariat de 15 ans avec le groupe Qantas pour concevoir et exploiter un nouveau centre de formation au pilotage à Sydney, en Australie.
- En octobre 2022, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable non garantie de 850,0 millions de dollars américains afin d'en porter la capacité totale à 1 milliard de dollars américains, et avons prolongé l'échéance de un an, soit jusqu'en septembre 2027. En outre, nous avons résilié notre facilité de crédit renouvelable non garantie de 300,0 M\$ de Sidecar, qui n'avait aucun emprunt et arrivait à échéance en avril 2023.
- Le 30 mars 2023, nous avons annoncé la création d'une coentreprise pour établir le premier centre de formation avancée au pilotage à Athènes, en Grèce. Ce nouveau centre devrait commencer à former des pilotes et des membres d'équipage d'ici la fin de l'année 2023 et sera notre premier centre de formation en Europe du Sud-Est.

Faits saillants de l'exercice 2024

Changements sur le plan de la direction

- Avec prise d'effet le 1^{er} mai 2023, Bob Lockett a été nommé chef du capital humain, succédant à Dan Sharkey, qui a pris sa retraite le 30 juin 2023, à titre de vice-président principal, Ressources humaines mondiales.
- Le 9 août 2023, Sophie Brochu a été élue au conseil.

Cessions d'entreprises

- Le 16 février 2024, nous avons annoncé la clôture de la vente de notre division Santé à Madison Industries pour une valeur d'entreprise de 311 M\$ CA. La contrepartie totale, après les ajustements préliminaires du fonds de roulement et du prix de vente, s'est élevée à 293,4 M\$ et est assujettie à d'autres ajustements postérieurs à la clôture. Cette opération permet à CAE de répartir plus efficacement ses capitaux et ses ressources afin de saisir les occasions de croissance qui se profilent à l'horizon, dans nos principaux marchés de simulation et de formation qui sont beaucoup plus vastes : Aviation civile et Défense et sécurité.

Autres

- Le 4 avril 2023, nous avons inauguré notre plus récent centre de formation pour l'aviation d'affaires et notre premier sur la côte ouest des États-Unis, situé à Las Vegas, près de l'aéroport international Harry Reid, avec une superficie de 50 000 pieds carrés et une capacité de huit simulateurs de vol complets.
- Le 30 mai 2023, nous avons annoncé l'obtention d'un contrat auprès de General Dynamics Information Technology (GDIT) pour soutenir les services de soutien à l'entraînement des écoles de pilotage (FSTSS) à Fort Novosel (anciennement Fort Rucker), en Alabama. Ce contrat, d'une valeur de 455 M\$, s'inscrit dans le cadre de l'attribution récente à GDIT du Program Executive Office for Simulation, Training and Instrumentation de la U.S. Army, pour les capacités dans le domaine de la simulation et les services de soutien à la formation, afin de préparer l'entraînement en vol (niveau débutant et diplômé) sur aéronef à voilure rotative à Fort Novosel.
- Le 12 juin 2023, nous avons annoncé la clôture de notre placement privé de billets de premier rang non garantis de série 1 d'un capital global de 400 M\$, portant intérêt au taux de 5,541 %, échéant le 12 juin 2028. Dans le cadre du placement, nous avons obtenu une notation de crédit pour les billets. Se reporter aux sections 7.4 « *Billets de premier rang non garantis* » et 7.5 « *Notes de crédit* ».
- Le 19 juin 2023, nous avons annoncé la signature d'un accord avec Boeing aux termes duquel CAE deviendra un fournisseur de formation agréé de Boeing et le premier à offrir le programme de formation et d'évaluation axées sur les compétences (CBTA) de Boeing.
- Le 30 août 2023, nous avons annoncé l'expansion de notre coentreprise de longue date avec Embraer, afin d'y inclure la formation des pilotes et du personnel de cabine pour la gamme d'avions commerciaux E-Jets E2 d'Embraer. Embraer-CAE Training Services (ECTS) a lancé un nouveau programme de formation des pilotes et a déployé un premier simulateur de vol E-Jet E2 au centre de formation au pilotage de CAE à Singapour, où la formation a débuté en janvier 2024.
- Le 16 février 2024, parallèlement à la vente de notre secteur Santé, nous avons annoncé la poursuite de la rationalisation de notre modèle d'exploitation et de notre portefeuille, ainsi que la poursuite de l'optimisation de notre structure de coûts et d'une efficacité accrue.
- Le 18 mars 2024, nous avons annoncé la signature d'un contrat d'une durée de 15 ans avec Akasa Air, la compagnie aérienne indienne dont la croissance est la plus rapide, afin d'assurer la formation des pilotes de Boeing 737MAX dans nos installations en Inde.

Exercice 2025 à ce jour

- Après la fin de l'exercice 2024, avec prise d'effet le 4 avril 2024, Jason Goodfriend a été nommé président de groupe par intérim, Défense et sécurité, succédant à Dan Gelston. Depuis, il est devenu président et chef de l'exploitation par intérim, Défense et sécurité, États-Unis.
- Le 16 mai 2024, Patrick Decostre s'est joint au conseil.
- Le 21 mai 2024, nous avons annoncé une refonte des bases de notre secteur Défense et sécurité, ainsi que des pertes de valeur et des ajustements défavorables liés à huit anciens contrats à prix fixe (les « **anciens contrats** ») préalablement déterminés. Au quatrième trimestre de l'exercice 2024, nous avons comptabilisé une perte de valeur hors trésorerie du goodwill lié au secteur Défense et sécurité de 568,0 M\$ et des ajustements défavorables des profits sur contrats de 90,3 M\$ en raison de la constatation accélérée des risques liés aux anciens contrats. Nous avons également comptabilisé une perte de valeur de 35,7 M\$ au titre des technologies connexes et d'autres actifs non financiers qui sont principalement liés aux anciens contrats.
- Le 21 mai 2024, Nick Leontidis a été nommé chef de l'exploitation dans le cadre d'une restructuration de la haute direction afin de renforcer davantage les capacités d'exécution de CAE et de procurer des synergies additionnelles entre le secteur Défense et sécurité et son secteur Aviation civile. À ce titre, il a la responsabilité globale des secteurs Aviation civile et

Défense et sécurité.

- Le 27 mai 2024, nous avons annoncé le rétablissement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités (**OPRCA**) visant le rachat d'un maximum de 15 932 187 de nos actions ordinaires. L'OPRCA a débuté le 30 mai 2024 et prendra fin le 29 mai 2025 ou avant cette date si nous effectuons des rachats ou choisissons de mettre fin à l'OPRCA. Veuillez vous reporter à la section 6.2 « *Rachat et annulation d'actions ordinaires* » pour de plus amples renseignements concernant l'OPRCA.
- Le 29 mai 2024, nous avons annoncé que SkyAlyne Canada Limited Partnership (**SkyAlyne**), partenariat entre CAE et KF Aerospace, a obtenu du gouvernement du Canada un contrat de 11,2 G\$ d'une durée de 25 ans visant la gestion du programme de formation du personnel navigant de l'avenir de l'Aviation royale canadienne (**ARC**). Dans le cadre de ce programme, SkyAlyne, en collaboration avec l'ARC, concevra, développera et offrira un système complet de formation et de soutien, comprenant des vols réels, des simulations, une formation au sol et un ensemble de fonctions de soutien en service afin de former les pilotes militaires canadiens, les officiers des systèmes de combat aérien et les opérateurs de capteurs électroniques aéroportés.

4. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

4.1 Notre stratégie

Les quatre piliers stratégiques de CAE

Notre stratégie et notre thèse d'investissement reposent sur quatre piliers fondamentaux :

- Croissance efficiente;
- Leadership en matière technologique et commerciale;
- Révolution de la formation et des opérations critiques;
- Compétences et culture.

Croissance efficiente

Notre entreprise est caractérisée par un niveau élevé de produits récurrents en raison des caractéristiques sous-jacentes de nos solutions technologiques et des exigences réglementaires applicables à nos marchés. Nous cherchons à maximiser les avantages de notre solide position concurrentielle afin d'assurer une croissance solide et d'améliorer notre rentabilité en privilégiant la rigueur opérationnelle, l'optimisation des coûts, l'efficacité du capital et une approche disciplinée de la croissance interne et externe.

Leadership en matière de technologie et de marché

Nous avons une longue et riche tradition de primauté du client, d'innovation et d'offre de solutions technologiques de pointe qui définissent l'avant-garde des industries dans lesquelles nous exerçons nos activités. Par conséquent, nous recherchons constamment de nouveaux moyens d'améliorer les performances de nos clients en encourageant une culture d'amélioration et d'innovation continues. Cette approche favorise le leadership technologique, l'approfondissement des partenariats avec les clients et l'acquisition de nouveaux clients, ce qui nous permet de tirer parti de la marge de manœuvre considérable dont nous disposons dans nos vastes marchés cibles en croissance.

Révolutionner la formation et les opérations critiques

Nous sommes un chef de file mondial dans la mise en pratique de la formation, de l'immersion numérique, des opérations critiques et des technologies de modélisation et de simulation. Nous cherchons à utiliser des applications basées sur des données et des analyses avancées pour produire des résultats mesurables et ayant fait leurs preuves sur nos marchés. L'efficacité de nos solutions technologiques permet des offres personnalisées et collaboratives qui couvrent plusieurs domaines. En outre, nos technologies sont déployées dans le souci de favoriser le développement durable.

Compétences et culture

L'innovation, l'intégrité, le pouvoir d'agir, l'excellence et « Un CAE » sont nos valeurs fondamentales. Nous appliquons ces valeurs au sein d'une équipe diversifiée à l'échelle mondiale afin d'avoir un impact social unique. Nous cherchons à créer un environnement et une expérience employé qui valorisent le travail d'équipe, le développement professionnel et l'engagement. C'est pourquoi nos employés du monde entier partagent la même passion : préparer nos clients à vivre les moments qui comptent.

De plus amples renseignements concernant la stratégie de CAE se trouvent dans le rapport de gestion de 2024 de CAE sous la section 3.4 « *Notre stratégie* » qui est intégrée par renvoi aux présentes.

4.2 Nos activités

Nos activités sont réparties en deux secteurs :

Aviation civile

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol de l'aviation commerciale, d'affaires et d'hélicoptères, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des solutions pour l'exploitation d'aéronefs. Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation au pilotage, les organismes d'entretien, de réparation et de révision, et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils.

De plus amples renseignements concernant le secteur Aviation civile de CAE (**Aviation civile**), y compris les facteurs déterminants du marché et les facteurs de rentabilité se trouvent à la rubrique intitulée « MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE » sous la section 3.5 « *Nos activités* » du rapport de gestion de 2024 de CAE, qui est intégrée par renvoi aux présentes.

Défense et sécurité

Nous fournissons des services de formation et de simulation à l'échelle mondiale, à l'aide de nos solutions évolutives et indépendantes des plateformes qui permettent d'améliorer la préparation et la sécurité des forces. Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier.

De plus amples renseignements concernant le secteur Défense et sécurité de CAE (**Défense et sécurité**), y compris les facteurs déterminants du marché et les facteurs de rentabilité, se trouvent à la rubrique intitulée « MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ » sous la section 3.5 « *Nos activités* » du rapport de gestion de 2024 de CAE, qui est intégrée par renvoi aux présentes.

4.3 Vue d'ensemble et tendances de l'industrie

Les secteurs Aviation civile et Défense de CAE sont tous tributaires de facteurs propres à chaque marché. Toutefois, dans tous nos marchés, nous voyons un potentiel de croissance à long terme, alimentée par de multiples facteurs à long terme, notamment l'importance de la sécurité, la nature critique des opérations que nous soutenons ainsi que la transformation numérique et la virtualisation du monde physique. Les capacités de base de CAE cadrent très bien avec ces occasions de croissance futures et, à l'avenir, nous verrons des occasions importantes de tirer parti de notre expertise commerciale et technologique en tant que société CAE qui sera plus grande, plus forte et plus rentable.

CAE estime que le marché de l'aviation civile est très sensible au produit intérieur brut mondial, qui, à son tour, a une incidence sur les voyages aériens mesurés en fonction des passagers-kilomètres payants (**PKP**). Une tendance positive de la fonction PKP se traduit généralement par un besoin accru d'avions, de pilotes, d'équipages et de solutions modernisées pour les opérations de vol. D'autres facteurs influent sur le secteur Aviation civile, notamment la nature, la taille et la composition des flottes d'aéronefs, les calendriers de livraison d'aéronefs, la démographie des pilotes, les exigences de certification, la demande du marché pour le trafic aérien commercial et d'affaires et le transport par hélicoptère; ces deux derniers facteurs étant eux-mêmes modulés par les bénéfices de société et les activités du secteur pétrolier et gazier. La section 3.5 « *Nos activités* » du rapport de gestion de 2024 de CAE offre plus de renseignements sur les tendances et la perspective du marché de l'aviation civile.

CAE estime que le marché de la défense et sécurité est particulièrement sensible à l'effet conjugué des dépenses de défense et de la nature des activités militaires. La demande pour les produits et services du secteur Défense et sécurité de CAE dépend aussi de la mesure dans laquelle les gouvernements à l'échelle mondiale favorisent l'impartition de fonctions au secteur privé. Nous continuons de subir des retards dans l'attribution de nouveaux contrats en raison de la réduction de l'amplitude au sein des

organismes d'approvisionnement gouvernementaux, ce qui a une incidence sur les nouvelles prises de commandes ajustées¹. Nos activités de notre secteur Défense et sécurité sont affectées par la mesure dans laquelle les solutions de formation synthétique et de répétition de mission sont acceptées par le marché en tant que complément ou alternative à la formation en direct, comme le pilotage d'un avion réel. La section 3.5 « *Nos activités* » du rapport de gestion de 2024 de CAE offre plus de renseignements sur les tendances et la perspective du marché de la défense.

4.4 Innovation et recherche et développement

Vue d'ensemble

CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute fidélité possible et de programmes de formation assistés par des technologies numériques. Nous investissons temps et ressources dans la création de la prochaine génération de solutions de formation et d'opérations critiques immersives et numériques de pointe.

En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique aux marchés de l'aviation civile et de la défense et sécurité à l'échelle mondiale. Nous nous appuyons sur la puissance des données pour permettre aux instructeurs de former des pilotes afin qu'ils améliorent leurs compétences. Notre gamme complète de solutions nous aide à fournir des produits, des solutions et des services plus immersifs et efficaces et permettent aux pilotes, aux compagnies aériennes et aux forces de défense et de sécurité de donner le meilleur d'eux-mêmes chaque jour dans les moments les plus importants.

Les quatre piliers de la stratégie de CAE reposent sur deux éléments fondamentaux : le leadership technologique et la profonde culture d'innovation.

Tendances technologiques sectorielles

Les tendances évolutives du secteur aérospatial restent constantes, soit la transformation numérique des activités, la décarbonisation de l'industrie, ainsi que l'évolution des plateformes de mobilité futures, lesquelles demeurent toutes les priorités du secteur. L'un des principaux besoins du secteur de l'aérospatiale est la formation efficace des pilotes pour répondre à la demande croissante et non satisfaite. La modernisation des systèmes de formation est attendue pour la nouvelle génération d'apprenants, en s'appuyant sur l'analyse des données et des évaluations objectives, afin de fournir une formation de la plus haute qualité. De nouveaux venus dans les secteurs de la logistique et du transport développent des plateformes destinées à la mobilité aérienne urbaine et lancent l'utilisation de drones pour des applications commerciales, une tendance qui contribue à l'accélération des cycles de développement et qui est soutenue par des investissements importants dans ce secteur prometteur. La propulsion électrique, les aéronefs alimentés à l'hydrogène et les carburants durables se retrouvent aussi sur les planches à dessin de plusieurs démonstrateurs technologiques et dans les plans stratégiques du secteur aérospatial portant sur la décarbonisation des vols.

Les menaces de quasi-pairs soulignent l'importance des tendances technologiques de la défense, comme la formation conjointe, le besoin de grands ensembles de données opérationnelles et de formation traités, intégrés et disponibles en temps réel. Des vues opérationnelles communes aux cinq domaines (air, terre, mer, espace et cyber) sont en cours d'intégration dans des systèmes de formation interopérables à grande échelle. Les questions de pénurie de pilotes et de cycles de formation des pilotes demeurent une priorité dans le contexte des défis que posent les plateformes complexes des avions de chasse de cinquième génération.

Programmes d'innovation et de R-D

Depuis longtemps, CAE mène des programmes de R-D de grande envergure dans les domaines de la modélisation et de la simulation des produits et services de formation dans le secteur aérospatial. CAE se classe constamment parmi les 20 plus

¹ Les nouvelles commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui représente la valeur prévue des commandes que nous avons reçues; pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont habituellement exécutés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client a autorisé le contrat et qu'il a reçu un financement pour celui-ci.

grandes sociétés canadiennes pour ce qui est des investissements en R-D, y compris au deuxième rang dans l'aérospatiale et la défense des 100 plus grandes sociétés canadiennes pour ce qui est des dépenses en R-D en 2023, et au 18^e rang dans l'ensemble des secteurs. Nous continuons de concentrer d'importantes ressources dans des domaines tels que l'analyse des données, l'intelligence artificielle (**IA**), les environnements immersifs et d'autres domaines qui sont tous axés sur l'immersion numérique qui aidera nos clients à atteindre leur meilleur rendement dans les moments importants.

Au cours de l'exercice 2024, CAE a lancé un projet visant à développer des outils de surveillance afin de détecter et caractériser les biais introduits dans les systèmes industriels pendant les opérations, afin d'accroître la fiabilité et la robustesse de ces systèmes. CAE réalise ce projet avec des partenaires industriels des secteurs des télécommunications et de l'intelligence artificielle, respectivement, et avec un centre de recherche public sous l'égide de Confiance.ia, le consortium industriel du Québec pour le développement de l'intelligence artificielle durable, éthique, sécuritaire et responsable. De plus, au cours de l'exercice 2024, CAE a lancé le projet Eco-Envol en collaboration avec deux autres entreprises aérospatiales québécoises. Le projet vise à soutenir des approches durables de conformité au règlement européen REACH qui régit l'utilisation des produits chimiques dans les produits, à aider les PME à développer leur conformité environnementale afin de promouvoir plus efficacement l'aviation durable, et à collaborer avec les fournisseurs de CAE afin de surveiller et de remplacer les substances très préoccupantes dans nos produits, améliorant ainsi le rendement et la durabilité de notre écosystème aérospatial. Le projet Eco-Envol s'inscrit dans la stratégie de développement durable de CAE, qui vise à réduire notre empreinte environnementale et à faciliter la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Grâce à des partenariats avec d'autres intervenants du secteur de l'aérospatiale, CAE démontre son statut de chef de file et son dévouement à l'égard de l'innovation et de la gestion environnementale. Au cours de l'exercice 2024, CAE a également annoncé une vaste collaboration à long terme avec le Conseil national de recherches du Canada (**CNRC**) afin de soutenir les progrès de la recherche en technologie dans le domaine de la mobilité aérienne avancée (**MAA**), des technologies propres, du changement climatique et plus encore. L'objectif est de renforcer le statut de chef de file de CAE dans le développement des industries du transport aérien. Dans le cadre du premier effort conjoint, CAE travaille en étroite collaboration avec le CNRC sur la technologie des aéronefs électriques.

Au cours de l'exercice 2024, CAE a achevé un projet collaboratif en R-D lancé au cours de l'exercice 2021 pour le développement de l'« aéronef pour la mobilité numérique et durable de demain ». Dans le cadre de cette initiative, CAE et ses partenaires ont accéléré le développement technologique, la transformation numérique et la connaissance destinés à l'avancement des futures technologies d'aéronef, comme l'aéronef électrique et la propulsion hybride, ainsi que l'avancement du développement des infrastructures et services connexes.

Au cours de l'exercice 2023, CAE a terminé ses investissements dans l'un de ses principaux projets d'innovation lancé en 2019, dans le cadre duquel elle a annoncé qu'elle investirait pour demeurer à l'avant-garde du secteur mondial de la formation. CAE améliore constamment ses produits et services en tirant parti des technologies numériques, allant des mégadonnées à l'IA, en passant par l'infonuagique, les plateformes, la cybersécurité, la réalité virtuelle (**RV**) et la réalité mixte (**RM**). Cette initiative a permis à CAE de mettre au point des solutions de formation de nouvelle génération pour les secteurs Aviation civile et Défense et sécurité. Tirant parti de son vaste réseau de formation et de son robuste écosystème de données, CAE a renforcé le caractère distinct de sa présence mondiale. Ce développement stratégique souligne l'engagement de CAE en faveur de l'innovation et son rôle central dans l'élaboration de l'avenir des technologies de formation. Grâce à ce projet, CAE continue de maintenir de solides partenariats avec l'écosystème de l'innovation, dont les fabricants OEM, les petites et moyennes entreprises et les partenaires de collaboration, comme les universités, les collèges et les centres de recherche qui contribuent au succès de CAE.

En juillet 2021, CAE a lancé un important programme d'investissement quinquennal en R-D qui renforce sa position de chef de file mondial en matière de technologies, crée des emplois et des collaborations de grande valeur et contribue à un monde plus vert, plus sécuritaire et plus inclusif. Nous consacrons 1 milliard de dollars à un projet de transformation pour développer les technologies de l'avenir, y compris les solutions numériques immersives utilisant les écosystèmes de données et l'IA dans l'aviation civile et la défense et sécurité. Dans le cadre de ce projet, CAE développe une technologie dédiée de bout en bout, un soutien opérationnel et des solutions de formation conçus pour la MAA, ainsi que des technologies vertes pour les aéronefs légers. Nous travaillons également en partenariat avec les gouvernements du Canada et du Québec pour ouvrir leurs marchés respectifs à CAE. CAE collaborera et co-développera des solutions technologiques avec des petites et moyennes entreprises et travaillera avec des établissements postsecondaires, des centres de recherche et des établissements STIM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) afin de créer des occasions d'apprentissage intégrées au travail pour les étudiants ainsi que des postes de boursier.

Points forts de l'innovation à l'échelle des secteurs d'activité de CAE

La transformation numérique de CAE, qui a débuté au cours de l'exercice 2019, s'est poursuivie à un rythme accéléré avec l'orientation stratégique claire d'atteindre les principaux objectifs en matière de transformation numérique dans l'ensemble des activités de CAE. Nous possédons tous les éléments nécessaires afin de devenir un fournisseur unique de services de formation de premier ordre dans les secteurs de l'aérospatiale et de la défense, en tirant parti d'un vaste bassin de données fiables et de pratiques d'ingénierie de la sécurité « dès la conception ».

L'IA révolutionne l'industrie aérospatiale, ce qui incite CAE à explorer le potentiel transformateur d'un environnement de données complet et du déploiement de l'IA afin d'accroître la productivité et de stimuler la croissance des produits. Nous sommes convaincus que l'IA peut accélérer les occasions d'améliorer l'efficacité des processus et de maximiser l'utilisation des actifs et des ressources, ce qui permet d'accroître les ventes de formation et de générer des économies. L'IA devrait avoir une incidence sur l'ensemble de nos activités, y compris les services de formation, les ventes de matériel, les solutions d'opérations aériennes pour les compagnies aériennes, la réalisation de projets et les services généraux. Notre engagement en faveur de la sécurité demeure primordial, et nous sommes déterminés à utiliser cette technologie de façon traçable, sécuritaire et éthique.

L'IA et les mégadonnées, aux fins des services de formation fournis par CAE et découlant de ceux-ci, demeurent des sujets de transformation stratégique hautement prioritaires du plan technologique de R-D de CAE. Le développement d'algorithmes de l'IA à partir de données générées durant le long parcours de formation des pilotes est au cœur de la formation aérospatiale future marquée par un changement de paradigme vers les observations et les éléments probants axés sur les données. La plateforme d'IA et d'analytique de CAE (**CAE Rise^{MC}**) a été enrichie par de nouveaux algorithmes d'IA offrant plus de 20 points de vue distincts. Cela lui permet de servir de copilote aux instructeurs de vol, d'accroître l'efficacité de la formation et d'aider les superviseurs des centres de formation à calibrer objectivement l'efficacité des instructeurs en exploitant les données télémétriques et biométriques. CAE façonne l'avenir de la formation au moyen d'innovations apportées par les produits CAE Rise^{MC} qui améliorent la qualité, l'objectivité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances inexploitées, axées sur les données au parcours de formation des professionnels de l'aviation.

Au cours de l'exercice 2024, CAE a mis au point sa nouvelle plateforme numérique CAE Connect et continuera de la faire croître en tant que plateforme omni-numérique visant à relier tous les services et les produits utilisés par l'ensemble des utilisateurs, qu'il s'agisse des employés des centres de formation de CAE (comme les instructeurs, les représentants des ventes et les gestionnaires de centres de formation), des clients ou des pilotes, en vue d'offrir une expérience homogène entre nos clients et nos activités. La stratégie s'appuiera sur l'intégralité des données recueillies sur diverses plateformes, ce qui permettra aux utilisateurs d'avoir un accès personnalisé aux renseignements pertinents. Cette approche vise à améliorer l'utilisation des actifs, à simplifier les interactions et à améliorer l'efficacité opérationnelle, ce qui, en fin de compte, favorise l'engagement et la fidélisation de la clientèle. Elle nous donne également des bases solides afin d'occuper une position unique sur le marché de la formation parmi les compagnies aériennes, les fabricants OEM et les fournisseurs de formation.

À l'avenir, entre CAE Rise^{MC} et CAE Connect, nous serons en mesure d'offrir un fil numérique complet de données de formation, de la formation à la biométrie et aux données de vol, selon le contexte du client et l'environnement réglementaire.

Au cours de l'exercice 2022, CAE a annoncé CAE Prodigy^{MC}, un ambitieux programme pluriannuel visant à développer une nouvelle génération de générateurs d'images alimentés par des technologies de jeu pour ses marchés des secteurs Aviation civile et Défense et sécurité. L'objectif était d'augmenter considérablement les repères immersifs offerts aux pilotes et aux opérateurs, d'améliorer la densité de l'environnement synthétique et le réalisme de l'environnement de formation, tout en traitant le contenu numérique à partir de formats standard de l'industrie. Au cours de l'exercice 2024, CAE est devenue le premier organisme de simulation et de formation de vol à intégrer sans défaut un moteur de jeu dans le système visuel de son simulateur de vol, et a obtenu une certification de niveau D, la plus prestigieuse dans le domaine de la simulation. Cette étape représente une avancée déterminante, alors que nous nous efforçons d'améliorer ses fonctionnalités afin de répondre aux exigences du marché du secteur Défense et sécurité.

Au cours de l'exercice 2024, CAE a vendu et livré plusieurs systèmes de formation de la CAE TRAX Academy, un continuum de formation avancée conçu pour améliorer l'efficacité de la formation des pilotes militaires. Ce système intègre le simulateur en réalité virtuelle (RV) Sprint de CAE, qui utilise des technologies de pointe en matière de réalité mixte et CAE Rise^{MC} à des fins d'entraînement synthétique fondé sur l'IA. Le système de formation favorise l'apprentissage au rythme de chacun dans un

environnement virtuel, immersif et haute-fidélité. D'autres dispositifs ont été déployés auprès des clients et des essais collaboratifs sont en cours afin d'améliorer l'expérience d'apprentissage et de formation. Nous appliquons également les principes fondamentaux de ce système de formation au marché en plein essor de la formation aux avions électriques à décollage et atterrissage vertical (eVTOL), ce qui se traduit par des synergies et des gains d'efficacité dans les efforts de développement et d'ingénierie.

Toujours au cours de l'exercice 2024, CAE a entamé la phase II du prototypage rapide de l'Armée américaine pour le programme d'entraîneur virtuel du soldat (*Soldier Virtual Trainer*, **SVT**). Ce projet de 20 mois permettra d'affiner le prototype de développement des compétences en matière d'armement, le système SVT Core et le tuteur intelligent. Après deux ans de sélection concurrentielle, le prototype SVT, qui fait partie de l'environnement d'entraînement synthétique, permettra d'améliorer l'entraînement des soldats. Le programme SVT, qui relève du Program Executive Office for Simulation, Training and Instrumentation, est destiné à remplacer les systèmes d'entraînement obsolètes, à combler les lacunes en matière d'entraînement et à préparer les soldats à des opérations multidomaines. Le secteur Défense et sécurité de CAE accorde la priorité à ces solutions agiles afin de répondre aux besoins des clients et afin que ceux-ci puissent atteindre leurs objectifs de modernisation à l'échelle mondiale.

CAE a également effectué un essai pour la Force aérienne d'autodéfense japonaise (**JASDF**) au cours de l'exercice 2024. L'essai a mesuré l'efficacité de la formation et la performance humaine des élèves-pilotes s'exerçant aux manœuvres de décollage et d'atterrissage sur les dispositifs de simulation en réalité virtuelle Sprint de CAE. L'essai mené auprès de 30 cadets de la JASDF a mis à profit l'entraînement en IA et la rétroaction en temps réel sur les manœuvres afin de démontrer l'amélioration des compétences des étudiants. CAE s'est associée au Royal Netherlands Aerospace Centre (**NLR**) afin d'évaluer les résultats et la méthodologie appliquée de l'essai. Le NLR a évalué la compétence mesurée en fonction de l'utilisation de l'analyse biométrique et du retour d'information lors de l'essai. Cette évaluation a démontré les avantages de l'évaluation automatisée en temps réel de la performance du pilote en situation, telle qu'elle est fournie par CAE Rise^{MC}, et elle orientera les futurs efforts de recherche en permettant de repérer les opportunités et les améliorations potentielles.

Innovation dans l'ensemble des activités de CAE

Au cours de l'exercice 2024, CAE a poursuivi d'importants projets de transformation afin de préparer le terrain pour une activité future beaucoup plus importante et de transformer notre secteur grâce à l'innovation en matière de technologie numérique et au leadership éclairé. Nous poursuivons plusieurs projets dans le but d'optimiser notre modèle d'exploitation, de numériser davantage nos processus et de générer des économies d'échelle importantes et récurrentes. CAE a mis en place des technologies de pointe au sein de nos processus et de nos activités qui incluent la transformation numérique et l'optimisation de nos activités de fabrication et d'approvisionnement, et de l'infrastructure TI connexe. CAE et ses partenaires de projet travaillent en collaboration en vue de développer des capacités pour réduire la durée du cycle de production, réduire au minimum les stocks et améliorer le délai de commercialisation des produits.

CAE s'appuie sur l'IA afin de rationaliser ses activités et d'enrichir l'expérience utilisateur. Citons notamment l'Adjoint d'intelligence artificielle aux soumissions et aux propositions, qui a été lancé afin de reproduire le flux de travail des rédacteurs d'équipes de soumission, et améliore leur productivité en générant des extraits pertinents de propositions à partir d'une base de données de soumissions antérieures, réduisant les efforts de 20 %. Au sein du service financier, l'introduction des services cognitifs appliqués aux comptes fournisseurs a non seulement amélioré l'efficacité, mais a également augmenté de façon significative la satisfaction des employés.

Pour l'exercice 2025, CAE a jeté des bases solides en matière d'applications futures d'IA, comprenant les robots de conversation d'entreprise, les assistants de génération de contenu pour les didacticiels et les outils avancés de génération augmentée d'information contextuelle. De plus, CAE a renforcé son infrastructure d'apprentissage machine afin de créer, de déployer et d'alimenter des modèles d'IA sophistiqués. Cela comprend un modèle prédictif actuellement utilisé dans le domaine de la formation pour l'aviation d'affaires afin de déterminer la probabilité d'annulation des clients, et d'autres modèles sont en cours d'élaboration afin de prévoir les besoins en formation et d'améliorer la gestion des ressources.

4.5 Fabrication et services

CAE fournit une gamme complète de solutions comportant des produits et services pour outiller les gens ayant un rôle critique en leur offrant des connaissances et des solutions permettant de rendre plus sécuritaire le monde dans lequel nous vivons. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions de formation par simulation et de soutien aux opérations critiques.

Fabrication

Les installations de fabrication et d'assemblage de CAE sont situées à Montréal (Canada), à Arlington et Tampa (États-Unis) et à Stolberg (Allemagne).

La majeure partie des activités de fabrication et d'intégration pour les secteurs Aviation civile et Défense et sécurité est menée aux installations de CAE à Montréal et à Arlington, et certains travaux connexes d'intégration et de mise à niveau sont également réalisés aux installations de Tampa et de Stolberg. Les installations d'Arlington et de Tampa effectuent l'intégration des systèmes militaires et des essais de l'équipement de simulation destiné aux contrats liés aux forces armées américaines.

Les investissements notamment dans de l'équipement d'automatisation de la fabrication, dans des outils logistiques en soutien à la chaîne d'approvisionnement et en IA continuent d'améliorer l'efficacité et l'agilité de CAE au chapitre de la fabrication et d'augmenter la précision des décisions visant la chaîne d'approvisionnement.

Services

Les centres de formation et de services de CAE se trouvent à différents endroits dans le monde. Bien que son siège social se trouve à Montréal (Canada), CAE compte plus de 240 emplacements et installations de formation dans plus de 40 pays.

Ces installations incluent des organismes de formation à la qualification de type offrant la formation de pilotes, de techniciens de maintenance et de personnel de cabine aux exploitants d'avions d'affaires et commerciaux, des centres de formation initiale fournissant de la formation à la licence de pilote professionnel à de futurs pilotes, des centres de formation pour le secteur de la Défense et sécurité offrant une formation en classe, sur simulateur et en vol dans le but de former des membres d'équipage d'aéronefs militaires compétents et de nombreux établissements à partir desquels CAE offre des services de soutien technique aux centres de formation aéronautique.

CAE propose un éventail de services de soutien technique aux exploitants de simulateurs des secteurs Aviation civile et Défense et sécurité, notamment des pièces de rechange et de réparation ainsi que des services d'installation, de déménagement, de mise à niveau et de formation technique. Des clients ont recours aux services techniques de CAE pour trouver des réponses à leurs questions, pour être dépannés ou pour obtenir des conseils. Les services s'étendent aux visites d'ingénieurs de CAE chez les clients, afin d'aider ces derniers à assurer leurs activités de maintenance et de réparation. Les services de mise à niveau des secteurs Aviation civile et Défense et sécurité ne sont pas limités aux produits de CAE, puisque CAE est en mesure de mettre à niveau la plupart des simulateurs d'autres fabricants. Les services de CAE sont offerts avec la vente de simulateurs ou par l'intermédiaire de contrats de maintenance ou de commandes individuelles. CAE estime que ses activités de service créent des occasions d'influer sur la mise à niveau de simulateurs de vol installés, tout en fournissant de précieuses indications sur les besoins de formation des clients.

Notre secteur Solutions pour les opérations de vol offre un large portefeuille de produits logiciels pour les opérations de vol de l'aviation commerciale et d'affaires, qui couvre le contrôle des opérations, la gestion des équipages et des aéroports, la régulation des vols et la planification des repas et des boissons, aidant les compagnies aériennes et les opérateurs de l'aviation d'affaires à prendre des décisions optimales basées sur des données pour l'ensemble de leurs opérations de vol.

Le secteur Défense et sécurité de CAE fournit une gamme de services de soutien à la formation, comme le soutien logistique aux entrepreneurs, des services de maintenance et des services d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur dans plus de 145 établissements dans le monde.

CAE offre aussi des services d'analyse et d'ingénierie qui tirent parti de la modélisation et de la simulation, ainsi que d'autres technologies avancées, afin de développer des solutions innovatrices pour relever les défis les plus complexes des clients. Elle propose aux clients une série de services et de spécialisations dans des domaines tels que l'intégration des facteurs humains et des systèmes humains, la planification fondée sur les capacités, les environnements synthétiques évolués, la cybersécurité, l'ingénierie des systèmes et des logiciels pour les systèmes de commandement, de contrôle, de communication, de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et informatiques ainsi que les systèmes de guerre électronique, les systèmes et services de formation, les environnements intégrés d'information et le soutien en service pour la maintenance et l'exploitation de la flotte.

4.6 Compétences et connaissances spécialisées

CAE emploie surtout des diplômés en génie et en développement de logiciels, ainsi que des pilotes, des instructeurs, des spécialistes de la formation au pilotage, des experts en régulation des vols et des spécialistes de l'exploitation des compagnies aériennes. À titre de chef de file de l'industrie, CAE est en mesure de former son personnel aux technologies et aux logiciels nécessaires à l'équipement de bord et la mise en œuvre des logiciels d'aviation de simulation. Les instructeurs de vol sont généralement d'anciens pilotes de ligne ou des forces armées. Reconnaisant l'importance capitale du talent technique et du développement logiciel pour la capacité d'innovation de CAE, CAE a déployé un cheminement de carrière qui vise à perfectionner le talent au sein de la communauté technologique de CAE.

Les instructeurs de vol constituent le deuxième groupe d'employés en importance de CAE après les ingénieurs et représentent la Société auprès des clients. Ils constituent également l'élément clé pour faire en sorte que nous maintenions notre position en tant que modèle d'excellence en formation dans le secteur. Nous avons mis en œuvre un certain nombre d'initiatives visant à améliorer les compétences de nos instructeurs dans le cadre de notre nouvelle structure de formation. Être le leader mondial en stratégie de formation améliore notre proposition de valeur en formation pour l'aviation et encourage les instructeurs à réaliser notre vision. Notre stratégie a été élaborée pour favoriser le recrutement, le perfectionnement et le maintien en fonction des meilleurs instructeurs et elle comprend la détermination des qualités propres aux instructeurs de premier plan et l'établissement de la norme sectorielle en matière de gestion du rendement des instructeurs afin d'améliorer notre avantage concurrentiel. Cette initiative servira à rehausser le profil de nos instructeurs tant à l'interne qu'à l'externe. Elle nous aide également à établir l'infrastructure de ressources humaines appropriée par rapport aux instructeurs et à leur offrir les outils dont ils ont besoin pour exceller.

Afin d'optimiser son leadership en formation, CAE investit dans plusieurs secteurs clés :

- L'amélioration du rendement des instructeurs, ce qui permet à CAE de renforcer son infrastructure de soutien aux instructeurs, y compris les nouvelles fonctions, nouveaux procédés et nouveaux outils de soutien technique;
- L'amélioration de l'offre en formation au moyen de l'investissement dans le développement de didacticiels et d'outils de soutien aux services de formation;
- CAE continue d'investir dans la R-D afin de renouveler son offre de services de formation et met à profit son organisation d'ingénierie et ses capacités en ingénierie pour soutenir les solutions de formation stratégiques;
- Le perfectionnement et les cours d'appoint à l'intention de sa main-d'œuvre, particulièrement nécessaires lorsque des technologies émergentes et de rupture sont adoptées et mises en œuvre dans les processus, les produits et les services de CAE; et
- La création d'occasions d'apprentissage significatives intégrées au travail en soutien aux futures générations, aux futurs talents et à la future main-d'œuvre de CAE.

4.7 Concurrence

Les marchés internationaux où nous vendons nos produits de simulation et proposons nos services de formation et nos solutions logicielles sont hautement compétitifs, et nous estimons que cette concurrence s'intensifiera à l'avenir. La section 10.1 « *Risques*

stratégiques » du rapport de gestion de 2024 de CAE présente de plus amples renseignements au sujet de la concurrence à titre de facteur de risque pour CAE.

4.8 Composantes

CAE traite avec une variété de fournisseurs de biens et de services dans ses divers secteurs d'activité. Nous obtenons des données, des pièces, de l'équipement et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de fabricants OEM, de sous-traitants et d'autres sources. CAE pourrait perdre son avantage concurrentiel si elle ne parvient pas à prévoir les changements connus et imprévus de la part des fabricants OEM existants ou nouveaux ou à y réagir de façon agile. De plus, nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables au risque lié à l'établissement de prix captif des produits, aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous.

Des changements imprévisibles dans les tendances relatives à l'offre et à la demande à l'échelle mondiale pourraient entraîner des retards dans la livraison des projets, augmenter leurs coûts et entraîner une baisse du rendement des soumissions. Les progrès de l'IA, de la numérisation et de l'électrification, conjugués aux pressions géopolitiques, pourraient accentuer les déséquilibres de la chaîne d'approvisionnement mondiale à l'égard de certaines matières premières et de certains produits électroniques. Dans ce contexte en évolution, les pénuries et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement peuvent entraver notre capacité à exécuter les projets en temps voulu, à répondre aux besoins du marché secondaire ou à mener à bien les projets, autant de facteurs qui pourraient entraîner des pénalités ou se répercuter sur la rentabilité des contrats et avoir un effet négatif important sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale des produits électroniques, des puces informatiques et des composants spécialisés ont été gérées de façon stratégique avec une diligence ciblée. Ce processus de gouvernance continue, assorti de nouveaux paramètres logistiques sur le regroupement des stocks et des produits, a permis à CAE d'assurer les livraisons pendant les perturbations à l'échelle mondiale et d'établir des calendriers de livraison futurs.

Des stratégies d'approvisionnement spéciales visant à protéger la chaîne d'approvisionnement contre les perturbations imprévues ont été mises en œuvre (stocks protégés, deuxième source d'approvisionnement, audit des fournisseurs portant sur les plans d'atténuation).

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'endettement et l'empiétement des fabricants OEM, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les sous-traitants et la propriété intellectuelle de tiers en tant que facteurs de risque pour CAE, se reporter aux sections 10.1 « *Risques stratégiques* », 10.2 « *Risques opérationnels* » et 10.6 « *Risques légaux et réglementaires* » du rapport de gestion de 2024 de CAE.

4.9 Propriété intellectuelle

CAE compte en partie sur ses enregistrements de brevets et de dessins industriels, sur ses secrets commerciaux, sur ses marques déposées, sur ses droits d'auteur et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité et des licences, pour établir et protéger ses droits de propriété. CAE détient un portefeuille exhaustif d'enregistrements de brevets et de dessins industriels qui lui confèrent des droits exclusifs sur des inventions et des dessins de grande valeur dans des marchés stratégiques. Au 31 mars 2024, le portefeuille comptait 268 enregistrements actifs et 83 demandes en cours, à l'exclusion des actifs transférés à Madison Industries dans le cadre du dessaisissement de notre secteur Santé.

Bien que de nombreux actifs de propriété intellectuelle soient protégés par des enregistrements de brevets et de dessins industriels, d'autres sont stratégiquement protégés par le secret commercial, ou autrement par des divulgations défensives afin d'empêcher quiconque de les revendiquer ultérieurement comme étant les siens.

CAE s'appuie sur son portefeuille de marques de commerce afin d'empêcher que des tiers n'érodent sa valeur de marque, un actif dont la valeur s'est accrue au fil des ans, car CAE a toujours offert l'excellence à ses clients.

CAE a signé des contrats incluant des clauses de non-divulgaration et de confidentialité avec des tiers et a prévu des dispositions similaires dans les contrats de travail de son personnel afin de protéger ses renseignements exclusifs, y compris ses secrets commerciaux. CAE a également des politiques internes concernant l'éthique et la propriété intellectuelle qui encadrent le personnel confronté aux enjeux de propriété intellectuelle de CAE et de tiers.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les risques liés à la cybersécurité, à la propriété intellectuelle et aux TI, se reporter aux sections 10.3 « *Risques liés à la cybersécurité* », 10.6 « *Risques légaux et réglementaires* » et 10.9 « *Risques technologiques* » du rapport de gestion de 2024 de CAE.

4.10 Cycles

Dans le secteur Défense et sécurité, le volume des commandes peut varier grandement d'un trimestre à l'autre, en raison de l'échelonnement irrégulier des commandes gouvernementales et des processus d'approvisionnement.

Les ventes d'équipement à des transporteurs aériens par le secteur Aviation civile sont assujetties aux cycles d'expansion et de contraction de l'ensemble de l'industrie du transport aérien commercial, ainsi qu'à la disponibilité du crédit et à la conjoncture économique. La demande pour les services de formation est également touchée, dans une moindre mesure, par les cycles plus longs de l'industrie du transport aérien commercial. Le secteur Aviation civile est également fortement touché par le caractère saisonnier des activités : durant la haute saison de voyage (vacances d'été, fêtes de fin d'année, etc.), les pilotes de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires sont souvent trop occupés à piloter pour suivre des séances de formation.

Outre l'ensemble de ce qui précède, les risques commerciaux liés à nos activités et à notre stratégie d'entreprise, à nos marchés, à l'envergure internationale de nos activités et de nos secteurs et à la conjoncture macroéconomique, dont il est traité de façon détaillée à la section 10 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » du rapport de gestion de 2024 de CAE, ajoutent chacun leurs propres éléments d'incertitude liés aux cycles commerciaux de la Société.

4.11 Personnel

Pour soutenir ses stratégies de croissance, ses objectifs et ses activités normales, CAE doit maintenir une main-d'œuvre suffisante, qualifiée et engagée.

CAE compte environ 13 000 employés, dont environ 2 300 sont représentés par des syndicats et visés par 54 conventions collectives au 31 mars 2024. Ces conventions collectives ont des durées et des dates d'échéance variées. La Société entretient des relations constructives avec ses syndicats et s'efforce d'établir des conditions mutuellement avantageuses tout en préservant la compétitivité de ses coûts.

CAE s'efforce de mettre en place des pratiques qui stimulent le développement et la mobilisation du personnel par le biais de communications avec les employés, de processus comme son processus d'évaluation annuelle des talents et du leadership, un accent sur la diversité, l'équité et l'inclusion et l'évaluation et les plans d'évaluation et de perfectionnement connexes pour les leaders actuels et futurs et un engagement global envers le bien-être physique et mental des membres du personnel. La Société investit dans ses employés au moyen de formations techniques, de formations au leadership ainsi que des projets et des cheminements de carrière axés sur l'expérience de travail globale et l'avancement professionnel de l'employé.

Notre situation financière, la réputation de notre marque mondiale et notre capacité à atteindre nos objectifs stratégiques peuvent être affectées négativement par une incapacité à gérer l'attrition, à conserver et à intégrer le personnel clé, à maintenir une main-d'œuvre de taille appropriée pour répondre aux besoins des contrats et à assurer la transition des employés des projets terminés vers de nouveaux projets ou entre les groupes d'affaires internes.

Pour obtenir plus de détails sur les risques liés aux talents et à la main-d'œuvre en tant que facteurs de risque pour CAE, se reporter à la section 10.4 « *Risques liés aux talents* » du rapport de gestion 2024 de CAE.

4.12 Développement durable

Chez CAE, le développement durable fait partie intégrante de qui nous sommes en tant qu'entreprise et de la façon dont nous exerçons une influence en rendant le monde plus sûr. Le développement durable fait partie intégrante de notre culture et de notre modèle d'affaires, de nos décisions et de nos actions. Notre priorité est de garantir la sécurité et le bien-être de nos employés et de nos clients, ainsi que de créer de la valeur à long terme pour toutes nos parties prenantes là où nous sommes implantés. Le conseil d'administration est chargé d'examiner et d'approuver le rapport mondial annuel sur les activités et la durabilité, y compris la feuille de route sous-jacente en matière de développement durable, ses objectifs et ses progrès, ainsi que les données sur le rendement.

Le noble objectif de CAE, qui est de rendre le monde plus sûr, rend compte de la façon dont elle exerce une influence dans le monde et guide ses décisions et ses actions. Améliorer la sécurité de l'aviation civile et soutenir la paix et la démocratie grâce à l'état de préparation des forces alliées sont deux objectifs ancrés dans nos principes de développement durable.

Au cours de l'exercice 2024, bon nombre de nos projets ont eu un impact important en matière de développement durable. Au nombre de ces projets figurent les suivants :

- Nous avons soumis à l'approbation de l'initiative Science Based Targets (SBTi) nos cibles de réduction à court terme (10 ans) alignées sur les connaissances scientifiques, ce qui place CAE sur une trajectoire de zéro émissions nettes. Ces cibles ambitieuses guideront notre démarche de décarbonisation et nous aideront à passer de la neutralité carbone à zéro émissions nettes d'ici 2050. Pour atteindre ces cibles, nous avons mis en œuvre une stratégie globale de décarbonisation comportant quatre volets : l'aviation, l'approvisionnement, les produits et services et les bâtiments. Nous avons réalisé des progrès importants dans chacun de ces domaines, comme l'électrification de notre flotte, l'application des principes de l'économie circulaire, l'optimisation de nos produits visant l'efficacité énergétique, l'intégration de technologies à faibles émissions de carbone et l'application de normes de construction durable. Nous nous sommes également engagés auprès de nos clients, fournisseurs, partenaires et pairs de l'industrie à collaborer concernant les solutions et les pratiques exemplaires qui favorisent la décarbonisation du secteur aérospatial. En tant que membre de l'International Aerospace Environmental Group, nous continuons d'agir en faveur du changement et de collaborer avec nos pairs afin d'accélérer la décarbonisation de l'industrie de l'aérospatiale et de la défense.
- Notre stratégie en matière de développement durable repose également sur notre engagement à créer de la valeur sociale et à favoriser une culture inclusive et diversifiée. Au cours de l'exercice 2024, nous avons augmenté la représentation des femmes et des personnes de couleur parmi nos hauts dirigeants, nos membres de la haute direction et notre conseil d'administration (38 % des membres du conseil d'administration de CAE étaient des femmes à la fin de l'exercice 2024), et nous avons reçu plusieurs prix et distinctions pour nos efforts en matière de diversité, d'équité et d'inclusion. Nous avons publié notre premier rapport sur l'égalité des sexes, créé un conseil consultatif autochtone, lancé plusieurs bourses d'études et programmes visant à attirer et perfectionner les talents de groupes sous-représentés et appuyé diverses initiatives et causes communautaires. Nos efforts pour renforcer nos relations avec les Autochtones au Canada et dans le monde entier ont été récompensés par notre première certification en tant que société de niveau bronze dans les Relations progressistes avec les Autochtones.
- Nous avons également intégré le développement durable à nos processus opérationnels de base et à notre processus décisionnel, en veillant à ce que le développement durable ne soit pas seulement un complément, mais un aspect fondamental que nous plaçons à la racine de notre mode de fonctionnement et de croissance. Nous intégrons progressivement des critères de développement durable à nos processus d'appels d'offres, de fusions et acquisitions, de dépenses en immobilisations et d'investissements en recherche et développement. Nous avons également renforcé notre cadre de gouvernance, nos politiques et nos pratiques de communication de l'information en matière de développement durable, et nous avons effectué une évaluation externe de l'état de préparation de nos données d'émissions de portée 1 et 2, à des fins de certification externe et de conformité à l'obligation de divulgation des données sur le développement durable dans le cadre de l'information financière, qui s'appliquera prochainement.
- En plus d'intégrer le développement durable dans nos processus opérationnels et notre processus décisionnel, nous avons amélioré notre processus de gestion des risques liés au développement durable dans le cadre élargi de notre gestion des risques d'entreprise, qui nous permet de surveiller et de publier régulièrement notre profil de risque et notre rendement en matière de

développement durable, ainsi que de veiller à l'alignement et à l'intégration du développement durable à nos secteurs et à nos fonctions. Nous avons également effectué notre première analyse quantitative des risques liés aux changements climatiques, au moyen d'une analyse des scénarios fondés sur les indications du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (**GIFCC**). Cette analyse nous a permis d'identifier et d'évaluer l'importance des risques et des occasions physiques et transitoires potentiels qui sont associés aux différents scénarios climatiques, ainsi que leur incidence sur nos activités, notre stratégie et notre planification financière. Les résultats préliminaires de cette analyse nous permettront également de concevoir notre plan de conformité à l'obligation de divulgation des données climatiques, qui s'appliquera prochainement au Canada et dans les autres territoires où nous exerçons nos activités.

Nous continuons d'aider nos clients à réduire leur propre empreinte carbone en remplaçant la formation en vol réel par des simulateurs de vol. Dans un contexte de pénurie de pilotes et de développement de la mobilité aérienne avancée, nous les aidons également à constituer leur réserve de pilotes en contribuant à redéfinir les acteurs de l'aviation. CAE profite de cette occasion pour attirer vers l'aviation des femmes et des groupes sous-représentés grâce à des bourses ou à des dons.

L'engagement de CAE envers le Pacte mondial des Nations Unies et les Principes d'autonomisation des femmes des Nations Unies ainsi que l'importance que CAE accorde aux facteurs de développement durable se traduisent dans ses codes et ses politiques, y compris les suivants, qui peuvent être consultés sur le site Web de CAE :

- Politique en matière de lutte contre la corruption;
- Code d'éthique professionnelle;
- Politique relative aux minerais de conflit;
- Politique sur les dons de charité et les commandites;
- Politique sur la diversité, l'équité et l'inclusion en milieu de travail;
- Politique sur l'environnement, la santé et la sécurité;
- Politique sur les cadeaux, les divertissements et les marques de courtoisie;
- Politique en matière de droits de la personne;
- Politique sur le lobbying et les contributions politiques;
- Procédures internes de signalement et politique de dénonciation; et
- Code d'éthique à l'intention des fournisseurs.

Le rapport a été rédigé en conformité avec les normes de développement durable de la Global Reporting Initiative (**GRI**). La GRI est un organisme indépendant qui fournit un cadre reconnu mondialement pour la production de rapports sur le développement durable à l'échelle des entreprises et des industries. CAE relève également du Sustainability Accounting Standards Board selon deux normes propres au secteur, et du Carbon Disclosure Project. Nous présentons également l'information du GIFCC dans notre rapport mondial annuel sur les activités et le développement durable. À mesure que les obligations d'information des organismes de réglementation évoluent, nous nous préparons à la présentation de l'information financière relative aux risques liés aux changements climatiques. CAE respecte les principes du Pacte mondial des Nations Unies. Nous continuons de présenter des rapports sur les objectifs de développement durable (**ODD**) des Nations Unies, à savoir les cinq objectifs indiqués ci-dessous sur lesquels notre stratégie d'entreprise et notre modèle d'affaires sont les plus alignés, en établissant une correspondance entre ces objectifs et nos principaux enjeux en matière de développement durable. Nous avons l'intention de poursuivre le processus d'intégration des objectifs de développement durable et de communiquer nos progrès en conséquence :



De plus amples renseignements sur la stratégie et les initiatives de CAE en matière d'environnement, de responsabilité sociale et de gouvernance se trouvent dans notre rapport annuel mondial sur les activités et le développement durable disponible en ligne au <https://www.cae.com/fr/developpement-durable/>.

4.13 Monnaies étrangères

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et environ 90 % de nos produits des activités ordinaires provenant d'exportations et d'activités internationales sont généralement réalisés en monnaies étrangères, principalement en dollars américains, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont générés à raison d'environ 50 % aux États-Unis, le reste provenant de l'Europe et du reste du monde. Les sections 8.3 « *Instruments financiers* » et 10.5 « *Risques financiers* » du rapport de gestion de 2024 de CAE contiennent de plus amples renseignements au sujet des monnaies étrangères en tant que facteur de risque pour CAE.

4.14 Réorganisations

Au cours de l'exercice 2021, nous avons annoncé que nous adopterions des mesures supplémentaires afin de mieux desservir le marché en optimisant nos actifs et notre présence à l'échelle mondiale et en ajustant nos activités en fonction de la demande attendue et des gains d'efficacité structurelle permanents. À la suite de ces mesures, nous avons engagé et comptabilisé des coûts de restructuration de 117,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2021 et de 54,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2022. Ces coûts sont principalement composés de frais immobiliers, de relocalisations d'actifs et d'autres coûts directement liés à l'optimisation de notre présence opérationnelle, de même que d'indemnités de cessation d'emploi, qui ont été engagés au cours de l'exercice 2021 et de l'exercice 2022.

En février 2024, parallèlement à la vente de notre secteur Santé, nous avons annoncé la poursuite de la rationalisation de notre modèle d'exploitation et de notre portefeuille, de l'optimisation de notre structure de coûts et de la génération de gains d'efficacité. Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, les coûts liés à ce programme de restructuration se sont élevés à 39,3 M\$, comprenant 15,8 M\$ d'indemnités de départ et autres coûts liés au personnel et 16,8 M\$ de dépréciations d'immobilisations incorporelles liées à l'abandon de certaines gammes de produits du secteur Aviation civile. Nous prévoyons de comptabiliser des coûts de restructuration additionnels d'environ 10 M\$ au cours des deux prochains trimestres.

Pour de plus amples renseignements sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, se reporter à la section 5.3 « *Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition* » du rapport de gestion de 2024 de CAE.

5. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOS ACTIVITÉS

Pour obtenir une description des facteurs de risque liés à CAE et à ses activités, se reporter à la section 10 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » du rapport de gestion de 2024 de CAE, qui est intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle.

6. DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS

6.1 Dividendes

Le montant de tout dividende et la date à laquelle son versement a lieu sont déterminés au gré de notre conseil d'administration. Ce dernier revoit annuellement la politique en matière de dividendes en fonction des besoins de trésorerie de nos activités d'exploitation, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. CAE n'a déclaré ni versé aucun dividende au cours des exercices 2022, 2023 et 2024.

6.2 Rachat et annulation d'actions ordinaires

Les rachats d'actions dans le cadre de l'OPRCA de la Société ont été suspendus en avril 2020 et, par conséquent, aucune action ordinaire n'a été rachetée ni annulée dans le cadre de l'OPRCA au cours des exercices 2022, 2023 et 2024.

Le 27 mai 2024, nous avons annoncé le rétablissement de notre OPRCA visant le rachat d'un maximum de 15 932 187 de nos actions ordinaires. L'OPRCA a débuté le 30 mai 2024 et prendra fin le 29 mai 2025 ou avant cette date si nous effectuons des rachats ou choisissons de mettre fin à l'OPRCA. Les rachats aux termes de l'OPRCA seront effectués par l'intermédiaire de la TSX, conformément aux politiques applicables de la TSX, ou de la NYSE, conformément aux règles et politiques applicables de la NYSE et aux lois américaines, ou de toute autre manière autorisée par les règles boursières et lois sur les valeurs mobilières applicables, y compris par l'intermédiaire de plateformes de négociation alternatives et de rachats de blocs hors bourse négociés de gré à gré. Le prix que CAE versera pour les actions ordinaires correspond au cours du marché à la date d'acquisition, majoré des frais de courtage. Dans le cas des rachats de blocs hors bourse, les rachats seront effectués à escompte par rapport au cours en vigueur, aux termes des modalités de la dispense applicable et sous réserve de celles-ci. Toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'OPRCA seront annulées.

7. STRUCTURE DU CAPITAL ET MARCHÉ DES TITRES

7.1 Description du capital social

Le montant de tout dividende et la date à laquelle son versement a lieu sont déterminés au gré de notre conseil d'administration. Ce dernier revoit annuellement la politique en matière de dividendes en fonction des besoins de trésorerie de nos activités d'exploitation, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. CAE n'a déclaré ni versé aucun dividende au cours des exercices 2022, 2023 et 2024.

Notre capital autorisé compte un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale, pouvant être émises en séries.

Chaque action ordinaire donne à son porteur le droit de recevoir des dividendes, à mesure que le conseil d'administration en déclare, le droit à un vote à toutes les assemblées des porteurs d'actions ordinaires et le droit de participer de façon proportionnelle avec les autres porteurs d'actions ordinaires à la distribution de nos actifs en cas de liquidation ou de dissolution de la Société, sous réserve des droits prépondérants des porteurs d'actions de rang supérieur aux actions ordinaires.

À la fermeture des bureaux le 31 mars 2024 et le 14 juin 2024 respectivement, 318 312 233 et 319 266 100 actions ordinaires étaient émises et en circulation. Il n'y a aucune action privilégiée émise et en circulation.

7.2 Cours et volume des opérations sur les actions ordinaires

Les actions ordinaires en circulation de CAE sont cotées et négociées à la TSX et à la NYSE sous le symbole CAE.

CAE inc.			
Cours de l'action à la TSX — EX2024			
Mois	Min.	Max.	Volume total
Avril 2023	30,30 \$	32,68 \$	16 198 690
Mai 2023	27,45 \$	31,05 \$	19 617 564
Juin 2023	27,45 \$	29,74 \$	30 728 537
Juillet 2023	28,41 \$	30,15 \$	12 731 694
Août 2023	29,25 \$	33,06 \$	22 718 475
Septembre 2023	30,77 \$	33,88 \$	14 982 326
Octobre 2023	28,12 \$	32,12 \$	16 538 879
Novembre 2023	25,69 \$	31,91 \$	33 480 292
Décembre 2023	26,85 \$	28,90 \$	19 989 823
Janvier 2024	26,54 \$	28,76 \$	18 231 721
Février 2024	24,75 \$	29,31 \$	36 992 201
Mars 2024	25,17 \$	28,14 \$	18 592 315

CAE inc.			
Cours de l'action à la NYSE — EX2024			
Mois	Min. (\$ US)	Max. (\$ US)	Volume total
Avril 2023	22,25 \$	24,32 \$	2 846 291
Mai 2023	20,19 \$	22,89 \$	3 442 712
Juin 2023	20,27 \$	22,47 \$	6 716 880
Juillet 2023	21,46 \$	22,87 \$	2 312 285
Août 2023	21,81 \$	24,42 \$	5 438 097
Septembre 2023	22,76 \$	25,04 \$	3 567 636
Octobre 2023	20,39 \$	23,62 \$	5 743 960
Novembre 2023	18,89 \$	23,24 \$	7 902 957
Décembre 2023	19,80 \$	21,83 \$	6 312 114
Janvier 2024	19,76 \$	21,54 \$	6 162 177
Février 2024	18,26 \$	21,77 \$	15 589 198
Mars 2024	18,51 \$	20,80 \$	11 768 353

7.3 Ventes antérieures

Pour la période de 12 mois close le 31 mars 2024, la Société a émis des actions ordinaires et des titres pouvant être convertis, exercés ou échangés en vue d'obtenir des actions ordinaires comme il est présenté dans le tableau ci-dessous :

<u>Date d'émission</u>	<u>Type de titres émis</u>	<u>Raison de l'émission</u>	<u>Nombre de titres émis</u>	<u>Prix d'émission/d'exercice par titre</u>
31 mars 2023 au 31 mars 2024	Actions ordinaires	Exercice d'options	405 943	19,34 \$ (prix moyen pondéré)
31 mars 2023 au 31 mars 2024	Options sur actions	Attribution d'options	735 274	28,66 \$ (prix moyen pondéré)
31 mars 2023 au 31 mars 2024	Droits à la valeur d'actions liés au rendement (DVAR)	Attribution de DVAR	812 603	28,66 \$ (prix moyen pondéré)
31 mars 2023 au 31 mars 2024	Droits à la valeur d'actions de négociation restreinte (DVNR)	Attribution de DVNR	304 142	28,66 \$ (prix moyen pondéré)

7.4 Billets de premier rang non garantis

En juin 2023, CAE a conclu un placement privé de billets de premier rang non garantis de série 1 d'un capital global de 400 M\$, portant intérêt au taux de 5,541 % par année, payables en versements semestriels égaux jusqu'à l'échéance en juin 2028 (les **billets**). Le produit net a été affecté au remboursement de certaines dettes impayées aux termes de la facilité de crédit renouvelable de la Société et aux fins générales de l'entreprise.

Les billets constituent des obligations directes de premier rang non garanties de la Société et ont égalité de rang, quant au droit de paiement, avec les autres séries de billets non subordonnés non garantis qui peuvent être émis aux termes de l'acte de fiducie entre la Société et Compagnie Trust BNY Canada, à titre de fiduciaire (peu importe leurs séries, leurs dates ou leurs modalités d'émission réelles), et avec toutes les autres dettes non subordonnées non garanties existantes et futures de la Société. Les billets sont garantis par certaines filiales de la Société, conjointement et solidairement, sur une base de premier rang non garantie.

Dans le cadre du placement, nous avons obtenu une notation de crédit pour les billets. Se reporter à la rubrique 7.5 « *Notations de crédit* ».

7.5 Notations de crédit

Au 14 juin 2024, CAE et les billets sont notés par une agence de notation, S&P Global Ratings (**S&P**). Nos notations de crédit à cette date sont les suivantes :

S&P GLOBAL RATINGS

	<u>Notation</u>	<u>Perspective</u>
Notation de crédit de l'émetteur	BBB-	Stable
Billets	BBB-	Stable

S&P attribue à nos notations de crédit les caractéristiques de crédit suivantes, qui sont fondées sur les renseignements qu'elle met à la disposition du public.

- S&P compte 9 notations de crédit d'émetteur à long terme et 10 notations de crédit de dette à long terme, chacune allant de AAA à D, et ajoute un signe plus (+) ou moins (-) dans les catégories AA à CCC pour indiquer la position relative au sein des catégories de notation. L'absence d'un signe plus (+) ou moins (-) indique que la notation se situe au milieu de la catégorie.
- L'échelle de notation de crédit d'émetteur à long terme de S&P donne un avis prospectif sur la solvabilité globale d'un émetteur. Elle met l'accent sur la capacité et la volonté de l'émetteur de respecter ses engagements financiers à leur échéance et ne s'applique à aucune obligation financière en particulier. La notation de crédit d'émetteur BBB- que S&P nous a attribuée indique que nous nous classons au quatrième rang des 9 catégories de notation de crédit d'émetteur de S&P. Un émetteur qui obtient une notation de catégorie BBB de S&P est considéré comme ayant la capacité adéquate de respecter ses engagements financiers. Toutefois, une conjoncture économique défavorable ou des changements de circonstances sont plus susceptibles d'affaiblir la capacité de l'émetteur à respecter ses engagements financiers.
- L'échelle de notation de crédit de dette à long terme de S&P donne un avis prospectif sur la solvabilité d'un émetteur à l'égard d'une obligation financière, d'une catégorie d'obligation financière ou d'un programme financier en particulier. Elle tient compte de la probabilité de paiement, c'est-à-dire de la capacité et de la volonté de l'émetteur de respecter ses engagements financiers à l'égard d'une obligation aux termes des modalités de celle-ci, entre autres facteurs. La notation de crédit de dette à long terme BBB- que S&P a attribuée aux billets indique que ceux-ci se classent au quatrième rang des 10 catégories de notation de crédit de dette à long terme de S&P. Un instrument d'emprunt auquel S&P attribue la notation BBB est considéré comme présentant des paramètres de protection adéquats. Toutefois, une conjoncture économique défavorable ou des changements de circonstances sont plus susceptibles d'affaiblir la capacité de l'émetteur à respecter ses engagements financiers à l'égard de l'instrument d'emprunt.
- S&P utilise des « perspectives de notation » afin d'indiquer son évaluation de l'orientation éventuelle à moyen terme d'une notation de crédit à long terme, qui est généralement d'au plus deux ans pour les émetteurs de qualité supérieure et les titres de créance. Les perspectives de notation se répartissent en quatre catégories : Positive, négative, stable et en développement. Pour établir la perspective d'une notation, tout changement de conjoncture économique ou commerciale fondamentale est pris en compte.

Ces notations offrent aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité du crédit de CAE et des billets. Toutefois, elles ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir des titres de CAE, et S&P peut les modifier ou les retirer à tout moment. S&P attribue les notes en fonction de critères qu'elle établit à l'occasion, et elle ne fait aucun commentaire sur le cours du marché ou la convenance pour un investisseur en particulier. Les notations de crédit attribuées par S&P peuvent ne pas refléter l'incidence éventuelle de tous les risques liés à CAE et aux billets ou à la valeur des billets. De plus, les modifications réelles ou prévues des notations de crédit qui nous sont attribuées ou qui sont attribuées à nos titres auront généralement une incidence sur la valeur marchande des billets.

Conformément à la pratique courante, S&P nous a facturé ses services de notation, qui comprennent des frais de surveillance annuels pour la surveillance de la Société et la mise à jour des notations, en plus des frais de notation non récurrents au moment de l'émission des billets. Nous nous attendons raisonnablement à continuer d'effectuer ces paiements au titre des services de notation à l'avenir. Aucun paiement supplémentaire n'a été effectué à S&P pour d'autres services fournis au cours des deux derniers exercices.

8. ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Les administrateurs de CAE sont élus à l'assemblée annuelle des actionnaires et leur mandat se poursuit jusqu'à l'assemblée annuelle suivante des actionnaires ou jusqu'à l'élection ou la nomination de leur successeur. Le nom et le lieu de résidence des administrateurs et des membres de la haute direction de CAE à la date des présentes, leur poste au sein de CAE, leurs fonctions principales au cours des cinq dernières années et l'année où ils sont devenus administrateur sont présentés ci-après.

On trouvera d'autres renseignements sur les candidats aux postes d'administrateur de CAE dans la circulaire de sollicitation de procurations datée du 14 juin 2024 relativement à notre assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra

le 14 août 2024 (**assemblée**). Tous les membres actuels du conseil (sauf Andrew J. Stevens) ainsi qu'une autre personne sont des candidats aux postes d'administrateur à l'assemblée.

En plus de se conformer aux lois applicables, le conseil supervise et révisé : (i) les plans stratégiques, les plans d'exploitation, les budgets et le rendement réel par rapport à ceux-ci; (ii) les principaux risques et la pertinence des systèmes et des procédés utilisés pour gérer ces risques; (iii) la surveillance du système de gouvernance d'entreprise; (iv) l'intégrité et la qualité des contrôles internes et des systèmes d'information de gestion; (v) la conformité de CAE aux exigences légales et réglementaires; (vi) le perfectionnement des dirigeants et la planification de la relève et de la retraite; (vii) la nomination et la rémunération des membres de la haute direction et les politiques en matière de rémunération et d'avantages sociaux; (viii) les questions en matière de diversité, d'équité et d'inclusion, de protection des données et de protection des renseignements personnels, de santé et de sécurité (notamment la sécurité aérienne), d'environnement et de changements climatiques, d'éthique et de lutte contre la corruption, de droits de la personne (notamment l'esclavage moderne) et de responsabilité sociale d'entreprise; (ix) les compétences, les aptitudes et les qualités personnelles requises pour les nouveaux administrateurs; (x) les initiatives d'expansion commerciale; (xi) les activités et les politiques en matière de communication, y compris la communication avec les actionnaires; et (xii) le rendement et l'efficacité de chaque administrateur, ainsi que du président et du chef de la direction.

Le conseil compte un comité d'audit, un comité de gouvernance et un comité des ressources humaines.

8.1 Nom et fonctions principales

ADMINISTRATEURS ACTUELS

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction à titre d'administrateur	Fonctions principales
<p>AYMAN ANTOUN Ontario, Canada (2022)</p>	<p>M. Antoun est administrateur de société. Il a été directeur général, Amériques, chez IBM jusqu'à récemment, ce qui comprend le Canada, les États-Unis et l'Amérique latine. Il a également été membre de l'équipe de performance d'IBM, qui se compose des 50 principaux dirigeants d'IBM à l'échelle mondiale. Avant d'occuper ce poste en 2020, M. Antoun a été président d'IBM Canada et, avant d'occuper ce poste en 2018, il a occupé divers postes de haute direction des ventes au Canada et aux États-Unis, notamment au sein du groupe des services technologiques mondiaux, des systèmes et de la technologie, de l'industrie de l'éducation, des partenaires d'affaires et de la transformation mondiale des ventes (1988 à 2018).</p> <p>M. Antoun est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en génie électrique de l'Université de Waterloo et est diplômé du programme de la haute direction en analyse financière, gestion des affaires et planification stratégique de la Harvard Business School.</p> <p>M. Antoun est membre du comité d'audit et du comité des ressources humaines.</p>
<p>MARGARET S. (PEG) BILLSON Nouveau-Mexique, É.-U. (2015)</p>	<p>M^{me} Billson est une dirigeante chevronnée du domaine de l'aviation, comptant plus de 35 ans d'expérience dans la direction d'entreprises axées sur la technologie et le secteur de l'ingénierie, notamment en tant que présidente et cheffe de la direction, Aftermarket Services (2013 à 2016) et présidente, Legacy Support (2009 à 2012), une division de BBA Aviation plc., présidente et directrice générale de la division Avion (2005 à 2008) d'Eclipse Aviation et vice-présidente et directrice générale de la division Airframe Systems (2004 à 2005) de Honeywell International Inc.</p> <p>M^{me} Billson est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en ingénierie aéronautique de l'Embry-Riddle Aeronautical University et d'une maîtrise ès sciences en ingénierie aérospatiale de l'université d'État de Californie à Long Beach. En guise de</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction à titre d'administrateur	Fonctions principales
	<p>reconnaissance de ses réalisations au sein de l'industrie, M^{me} Billson a été intronisée au « temple de la renommée » de l'Embry-Riddle Aeronautical University. Elle est également pilote titulaire d'une qualification de vol aux instruments.</p> <p>M^{me} Billson est présidente du comité de gouvernance et membre du comité des ressources humaines.</p>
<p>SOPHIE BROCHU Québec, Canada (2023)</p>	<p>Mme Brochu est administratrice de société. Elle a été présidente et cheffe de la direction d'Hydro-Québec de 2020 à avril 2023. Elle a été la première femme de l'histoire de la société d'État à occuper ce poste de façon permanente. Mme Brochu compte plus de 30 ans d'expérience dans le secteur de l'énergie. Elle a débuté sa carrière en 1987 à titre d'analyste financière de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), une société gouvernementale québécoise responsable du développement du réseau gazier dans la province. Elle s'est jointe à Énergir (auparavant Gaz Métro) en 1997 et a été nommée présidente et cheffe de la direction en 2007, poste qu'elle a occupé jusqu'en 2019.</p> <p>Mme Brochu est titulaire d'un baccalauréat ès arts en économie de l'Université Laval. Elle a reçu des doctorats honorifiques de l'Université de Montréal (HEC Montréal), de l'Université Bishop's et de l'Université Laval. Elle est membre de l'Ordre du Canada et officier de l'Ordre national du Québec.</p> <p>Mme Brochu est membre du comité d'audit et du comité des ressources humaines.</p>
<p>PATRICK DECOSTRE Québec, Canada (2024)</p>	<p>Patrick Decostre est président et chef de la direction de Boralex Inc. depuis décembre 2020. Il a occupé le poste de vice-président et chef de l'exploitation entre juillet 2019 et novembre 2020. Auparavant, il a passé près de 18 ans à établir pour Boralex des bases solides en Europe, où il a amorcé le développement de l'énergie éolienne et dirigé toutes les activités des filiales européennes de Boralex. M. Decostre a d'abord occupé en 2001 le poste de directeur de Boralex S.A., une filiale de Boralex, et a été promu quelques années plus tard au poste de directeur général. Avant de se joindre à Boralex, M. Decostre a occupé différents postes chez Électricité de France pendant 6 ans. M. Decostre est un ingénieur physicien diplômé de l'École polytechnique de Bruxelles, et titulaire d'un diplôme en administration des affaires de la Solvay Business School de Bruxelles.</p>
<p>ELISE EBERWEIN Arizona, États-Unis. (2022)</p>	<p>M^{me} Eberwein est administratrice de sociétés et a été vice-présidente directrice, Personnel et communications (2013 à 2022) d'American Airlines, Inc. Avant d'occuper ce poste, elle a été vice-présidente directrice, Personnel, Communications et Relations publiques (2005 à 2013) de US Airways et vice-présidente, Communications d'entreprise (2003 à 2005) d'America West Airlines. M^{me} Eberwein a également occupé des postes de direction clés chez Frontier Airlines et Western Pacific Airlines. Elle a commencé sa carrière dans l'aviation en tant qu'hôtesse de l'air.</p> <p>M^{me} Eberwein est titulaire d'un baccalauréat ès arts en communications de masse de la Lindenwood University et d'un MBA pour cadres de l'université d'État du Colorado.</p> <p>Mme Eberwein est membre du comité d'audit et du comité des ressources humaines.</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction à titre d'administrateur	Fonctions principales
MARIANNE HARRISON Massachusetts, États-Unis. (2019)	<p>M^{me} Harrison est administratrice de société. Jusqu'à récemment, elle a été présidente et cheffe de la direction de John Hancock Life Insurance Company, division américaine de la Société Financière Manuvie établie à Toronto. Elle a également été membre de l'équipe de haute direction de Manuvie. Avant d'occuper ce poste en 2017, M^{me} Harrison a agi comme présidente et chef de la direction de Manuvie Canada, division canadienne de Manuvie. Avant d'assumer ces fonctions en 2013, elle a occupé plusieurs postes de direction à l'échelle de l'entreprise, dont celui de présidente et directrice générale de John Hancock Long-Term Care Insurance et celui de vice-présidente directrice et de contrôleuse de Manuvie. Avant de se joindre à Manuvie, M^{me} Harrison a été cheffe des finances, Gestion de patrimoine chez Groupe Banque TD, après avoir occupé plusieurs postes au sein de ce groupe (1998 à 2003) et cadre de direction chez PwC après y avoir occupé de nombreux autres postes (1986 à 1998). M^{me} Harrison siège également au conseil d'administration du Boston Medical Center.</p> <p>M^{me} Harrison est titulaire d'un baccalauréat en littérature anglaise de l'Université Western Ontario et d'un diplôme en comptabilité de l'Université Wilfrid-Laurier. Elle est comptable agréée et, en 2016, elle a été élue Fellow.</p> <p>Elle est présidente du comité d'audit et membre du comité de gouvernance.</p>
ALAN N. MACGIBBON, CPA, CA Ontario, Canada (2015)	<p>M. MacGibbon est administrateur de société et président du conseil. Il a été avocat-conseil principal de Deloitte S.E.N.C.R.L., s.r.l. Canada de juin 2012 à décembre 2013. Auparavant, il a été associé directeur et chef de la direction (2004 à 2012) de Deloitte S.E.N.C.R.L., s.r.l. Canada et a siégé au conseil d'administration mondial de Deloitte Touche Tohmatsu Limited pendant cette période. M. MacGibbon a également été directeur général mondial, Qualité, stratégie et communications de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (2011 à 2012).</p> <p>M. MacGibbon est titulaire d'un diplôme universitaire en administration des affaires et d'un doctorat honorifique de l'Université du Nouveau-Brunswick. M. MacGibbon est comptable professionnel agréé, comptable agréé et Fellow de l'Institut des comptables professionnels agréés de l'Ontario.</p> <p>M. MacGibbon est président du conseil d'administration. En qualité de président du conseil, M. MacGibbon assiste aux réunions de tous les comités.</p>
MARY LOU MAHER Ontario, Canada (2021)	<p>M^{me} Maher a été associée directrice canadienne, Qualité et gestion des risques chez KPMG Canada (2017 à 2021). Elle a aussi été cheffe mondiale, Inclusion et diversité de KPMG International pendant la même période. Elle a occupé divers postes de direction et de gouvernance chez KPMG Canada, y compris cheffe des services financiers, cheffe de l'inclusion et de la diversité et cheffe des ressources humaines (1983 à 2017). Au cours de ses nombreuses années au sein de KPMG Canada, M^{me} Maher a créé et mis sur pied le tout premier conseil national de promotion de la diversité de KPMG Canada et a parrainé le réseau pride@kpmg.</p> <p>M^{me} Maher est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université McMaster et porte le titre de Fellow de l'Ordre des comptables professionnels agréés de l'Ontario.</p> <p>M^{me} Maher est présidente du comité des ressources humaines et membre du comité</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction à titre d'administrateur	Fonctions principales
FRANÇOIS OLIVIER Québec, Canada (2017)	<p>d'audit.</p> <p>M. Oliver est un administrateur de société. Il a pris sa retraite de Transcontinental inc. en décembre 2021, où il était président et chef de la direction depuis 2008. Après s'être joint au secteur de l'impression de Transcontinental Inc. en 1993, M. Olivier a gravi les échelons et a accédé à la présidence du secteur de l'impression des produits d'information, puis il est devenu chef de l'exploitation en 2007. Au fil des ans, M. Olivier a consolidé le secteur de l'impression au Canada et il a transformé l'entreprise en diversifiant ses actifs en emballages souples au moyen d'acquisitions stratégiques. Sous sa direction, Transcontinental Inc. est devenue le plus important imprimeur au Canada, un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord et un leader canadien dans ses activités de médias spécialisés. Avant de se joindre à Transcontinental Inc., M. Olivier était directeur général de la société Canada Packers (1988 à 1993).</p> <p>Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences de l'Université McGill et diplômé du Program for Management Development de la Harvard Business School.</p> <p>M. Olivier est membre du comité d'audit et du comité de gouvernance.</p>
MARC PARENT, C.M. Québec, Canada (2008)	<p>M. Parent est président et chef de la direction de CAE inc. depuis octobre 2009. Il est entré au service de la Société en février 2005 en tant que président de groupe, Produits de simulation, avant d'être nommé président de groupe, Produits de simulation et Formation militaire et services associés en mai 2006 et, par la suite, vice-président exécutif et chef de l'exploitation en novembre 2008. M. Parent possède plus de 35 ans d'expérience dans l'industrie aérospatiale. Avant de se joindre à CAE, M. Parent a occupé divers postes auprès de Canadair et de Bombardier Aéronautique, au Canada et aux États-Unis. M. Parent est un ancien président du conseil d'administration de l'Association des industries aérospatiales du Canada et d'Aéro Montréal (grappe aérospatiale du Québec).</p> <p>M. Parent est diplômé en ingénierie mécanique de l'École polytechnique de Montréal et du programme de gestion avancée (<i>Advanced Management Program</i>) de la Harvard Business School. Il a également obtenu un doctorat honorifique de l'École Polytechnique. M. Parent est un pilote qualifié détenant une licence de pilote de ligne délivrée par Transports Canada.</p>
GÉNÉRAL DAVID G. PERKINS, USA (RET.) New Hampshire, États-Unis (2020)	<p>Le général Perkins, USA (ret.) a servi pendant plus de 40 ans dans l'armée américaine, occupant ultimement la fonction de commandant de la United States Army Training and Doctrine Command (TRADOC) (2014 à 2018), laquelle est responsable de la conception, de l'acquisition, de la construction et de l'amélioration continue au sein de l'armée américaine, l'une des plus importantes et complexes organisations au monde comptant plus de 1,2 million de membres. Sous sa direction, TRADOC a élaboré le concept d'opérations multidomaines, qui est devenu un moteur pour les changements futurs dans les opérations et la formation, non seulement dans l'armée américaine, mais partout dans le monde. Le général Perkins a rejoint l'armée américaine en 1980 et a notamment occupé les fonctions de commandant du Combined Arms Center et du Command and General Staff College (2011 à 2014) et de commandant de la 4^e division d'infanterie (2009 à 2011).</p> <p>Le général Perkins est titulaire d'un baccalauréat en sciences de la United States</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction à titre d'administrateur	Fonctions principales
	<p>Military Academy, d'une maîtrise en génie mécanique de l'Université du Michigan et d'une maîtrise en sécurité nationale et stratégie du Naval War College.</p> <p>Le général Perkins est membre du comité de gouvernance et du comité des ressources humaines.</p>
<p>PATRICK M. SHANAHAN Washington, États-Unis (2022)</p>	<p>M. Shanahan est président et chef de la direction de Spirit AeroSystems Inc. depuis septembre 2023. Auparavant, il a été le 33^e secrétaire-adjoint à la Défense des États-Unis. Il a également agi à titre de secrétaire par intérim à la Défense des États-Unis (2019). Après s'être joint au département de la Défense (DoD), M. Shanahan a aidé à diriger l'élaboration de plusieurs politiques et de stratégies clés du DoD. Auparavant, M. Shanahan a été vice-président principal, Chaîne d'approvisionnement et exploitation (2016 à 2017) chez The Boeing Company. Il a précédemment été vice-président principal responsable des programmes des avions commerciaux (2008 à 2016), gérant les profits et pertes des programmes 737, 747, 767, 777 et 787 et les activités des principales usines de fabrication de Boeing; vice-président et directeur général de la division du 787 Dreamliner (2007 à 2008), dirigeant le programme pendant une période de développement critique; vice-président et directeur général des systèmes de défense antimissiles de Boeing (2004 à 2007), supervisant le système de défense terrestre de mi-parcours, le laser aéroporté et le laser tactique avancé; vice-président et directeur général des systèmes d'aéronefs à voilure tournante (2002 à 2004), chargé de superviser les activités entourant l'Apache, le Chinook et l'Osprey. M. Shanahan a consacré plus de trois décennies à The Boeing Company, qu'il a rejointe en 1986.</p> <p>M. Shanahan est membre de la National Academy of Engineering des États-Unis, membre de la Royal Aeronautical Society du Royaume-Uni, membre de la Society of Manufacturing Engineers des États-Unis et membre associé de l'American Institute of Aeronautics and Astronautics. Il a été régent à l'Université de Washington pendant plus de cinq ans.</p> <p>M. Shanahan est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en génie mécanique de l'Université de Washington, ainsi que d'une maîtrise ès sciences et d'une maîtrise en administration des affaires du Massachusetts Institute of Technology.</p> <p>M. Shanahan est membre du comité d'audit et du comité de gouvernance.</p>
<p>ANDREW J. STEVENS Gloucestershire, Royaume-Uni (2013)</p>	<p>M. Stevens a de l'expérience dans les secteurs de l'aérospatiale et de la défense à l'échelle mondiale. Il a travaillé pour Dowty Group, un important fabricant anglais d'équipements de bord (1976 à 1994); Bowthorpe plc (1994 à 1996); Messier-Dowty, comme directeur général puis directeur de l'exploitation (1996 à 2000); Rolls-Royce, comme directeur général de la défense aérospatiale (2001 à 2003); et Cobham plc, comme membre du conseil d'administration, où il a occupé plusieurs postes, notamment ceux de directeur général du groupe Systèmes aérospatiaux, de chef de l'exploitation et de chef de la direction (2003 à 2012).</p> <p>M. Stevens est ingénieur agréé, titulaire d'un diplôme spécialisé en ingénierie de production (mention très bien) de l'Université Aston de Birmingham, en Angleterre. Il est Fellow de la Royal Aeronautical Society et Fellow de l'Institution of Electrical Engineers et a aussi reçu un doctorat honorifique en sciences de l'Université Aston en 2013.</p> <p>M. Stevens est membre du comité de gouvernance et du comité des ressources humaines.</p>

MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Outre Marc Parent, président et chef de la direction, les autres membres de la haute direction de la Société sont :

Nom et lieu de résidence	Poste occupé au sein de la Société et antécédents professionnels
ANDREW ARNOVITZ Québec, Canada	Vice-président principal, Relations avec les investisseurs et gestion des risques d'entreprise depuis le 30 août 2021, chez CAE depuis 2001; auparavant, vice-président principal, Stratégie et relations avec les investisseurs.
SONYA BRANCO Québec, Canada	Vice-présidente directrice, Finances et chef de la direction financière depuis mai 2016, au service de CAE depuis 2008; auparavant, vice présidente, Finances et contrôleur (2011 à 2016) et directrice, Planification et prévisions (2008 à 2011). M ^{me} Branco est comptable professionnelle agréée.
CARTER COPELAND Géorgie, États-Unis	Vice-président principal, Stratégie mondiale depuis août 2021, chez CAE depuis 2021; auparavant, président et cofondateur de Melius Research (2017 à 2021). M. Copeland est analyste financier agréé.
ABHA DOGRA Massachusetts, États-Unis	Cheffe de la Technologie et des Produits depuis avril 2023, au service de CAE depuis septembre 2022; auparavant, cheffe de la Stratégie numérique et de la technologie (2022 à 2023). Auparavant, cheffe des technologies de l'information et vice-présidente principale, Technologies numériques mondiales, Amérique du Nord (2021 à 2022) et cheffe des produits, Produits numériques (2019 à 2021) chez Schneider Electric; et également vice-présidente de division, Développement de produits mondiaux chez PTC (2018 à 2019), cheffe de la technologie et vice-présidente, Ingénierie chez Akamai Technologies (2016 à 2018) et cheffe de la technologie chez Iron Mountain (2013 à 2016).
HÉLÈNE V. GAGNON Québec, Canada	Cheffe de la direction du développement durable et vice-présidente principale, Engagement des parties prenantes depuis mars 2022, chez CAE depuis 2015, et auparavant, vice-présidente, Relations publiques, communications, responsabilité sociale de l'entreprise et programme « Atteindre l'excellence » chez Bombardier Aéronautique (2006 à 2014).
JASON GOODFRIEND Virginie, États-Unis	Président et chef de l'exploitation par intérim, Défense et sécurité, États-Unis depuis avril 2024; auparavant, chef de l'exploitation, Défense et sécurité (2023 à 2024). Auparavant, directeur général de trois sociétés en exploitation d'Akima, LLC (2020 à 2023) et président d'Illuminate Mission Solutions (2018 à 2020). M. Goodfriend a également servi dans l'armée américaine de 2000 à 2005 en tant qu'officier de renseignement militaire.
PASCAL GRENIER Québec, Canada	Président de division, Solutions de vol et activités mondiales depuis mai 2024; chez CAE depuis 1996, il a occupé plusieurs fonctions; auparavant, vice-président principal, Solutions de vol et activités mondiales (2021 à 2024), vice-président principal, Exploitation, Technologies et Innovation mondiales (2017 à 2021), vice-président, Ingénierie mondiale (2016 à 2017) et directeur, Services après livraison (2013 à 2016).
MARK HOUNSELL Québec, Canada	Chef des affaires juridiques et de la conformité, et secrétaire, au service de CAE depuis février 2016; auparavant, chef des affaires juridiques et secrétaire général d'Aimia Inc. (2006 à 2016).
NICK LEONTIDIS Québec, Canada	Chef de l'exploitation depuis mai 2024; auparavant, président de groupe, Aviation civile (2013 à 2024), vice-président directeur, Stratégie et développement des affaires (2009 à 2013), vice-président directeur, Ventes, marketing et développement des affaires, Formation et services associés — Civil (2005 à 2009).

Nom et lieu de résidence	Poste occupé au sein de la Société et antécédents professionnels
BOB LOCKETT New Jersey, États-Unis	Chef du capital humain depuis mai 2023; auparavant, chef mondial de la diversité et des talents (2020 à 2023), chef des talents (2019 à 2020) et vice-président de division, Ressources humaines (2016 à 2019) d'ADP. M. Lockett a également occupé des postes de direction chez Harland Clarke Holdings, First Data, USAA, Limited Brands, Harrah's Entertainment, Frito Lay et The Lucas Group (1995 à 2016). M. Lockett a également servi dans l'armée américaine de 1986 à 1995 en tant qu'officier d'artillerie de campagne et analyste en recherche opérationnelle/systèmes.

Au 14 juin 2024, l'ensemble des administrateurs et des membres de la haute direction (23 personnes) avaient la propriété véritable ou exerçaient un contrôle, directement ou indirectement, à l'égard de 623 272 actions ordinaires, soit 0,20 % de cette catégorie d'actions.

8.2 Interdictions d'opérations, faillites, amendes ou sanctions

Selon l'information qui nous a été fournie, aucun administrateur ni aucun membre de la haute direction de CAE n'est, à la date de la présente notice annuelle, ou n'a été, au cours des dix années précédant cette date, administrateur, chef de la direction ou chef des finances ou, à l'égard de l'alinéa iii) ci-dessous, membre de la direction d'une société qui, pendant que cette personne exerçait cette fonction :

- i) a fait l'objet d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable ou une ordonnance refusant à la société en question le droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, qui a été en vigueur pendant plus de 30 jours consécutifs;
- ii) a fait l'objet, après que la personne a cessé d'exercer les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances, d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable ou une ordonnance refusant à la société en question le droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, qui a été en vigueur pendant plus de 30 jours consécutifs par suite d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions;
- iii) n'a, au cours de l'année suivant la cessation des fonctions de cette personne, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndicat de faillite nommé pour détenir ses biens.

9. AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres de nos actions ordinaires aux États-Unis est Computershare Trust Company, N.A. à ses bureaux principaux à Canton, au Massachusetts et, au Canada, la Société de fiducie Computershare du Canada à ses bureaux principaux situés dans la ville de Toronto, en Ontario.

10. COMITÉ D'AUDIT

10.1 Charte

La charte du comité d'audit de CAE est présentée à l'[annexe C](#).

10.2 Membres

Les membres du comité d'audit de CAE sont :

- M^{me} Marianne Harrison (présidente)

- M. Ayman Antoun
- M^{me} Sophie Brochu
- M^{me} Elise Eberwein
- M^{me} Mary Lou Maher
- M. François Olivier
- M. Patrick M. Shanahan

Chacun de ces membres est indépendant et possède des compétences financières.

Marianne Harrison, présidente du comité d'audit, est comptable agréée, possède une vaste expertise financière et cumule de nombreuses années d'expérience dans les postes de direction de diverses institutions financières. Jusqu'à récemment, M^{me} Harrison a été présidente et cheffe de la direction de John Hancock Life Insurance Company. Elle a également été membre de l'équipe de haute direction de la Société Financière Manuvie. Auparavant, elle était présidente et cheffe de la direction de Manuvie Canada, division canadienne de Manuvie, et cheffe des finances de Gestion de patrimoine du Groupe Banque TD. M^{me} Harrison a été élue Fellow, la plus haute distinction de réussite professionnelle accordée par l'Institut des comptables professionnels agréés de l'Ontario.

Ayman Antoun possède une vaste expérience en leadership et en gestion stratégiques acquise au cours de ses 35 années chez IBM, où il a occupé divers postes de direction, notamment celui de président d'IBM Amériques, couvrant les douze principaux secteurs d'activité dans quatorze pays. M. Antoun est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en génie électrique avec mineure en informatique de l'Université de Waterloo.

Sophie Brochu a été présidente et chef de la direction de deux grandes sociétés énergétiques, Hydro-Québec et Énergir (anciennement Gaz Métro), et a acquis une vaste expérience en leadership et en gestion ainsi qu'une expertise en relations gouvernementales et en développement durable tout au long de sa carrière. Auparavant, elle a occupé le poste de vice-présidente, développement des affaires et d'autres postes de direction chez Énergir de 1997 à 2007. M^{me} Brochu est titulaire d'un baccalauréat ès arts en économie de l'Université Laval.

Elise Eberwein a acquis une vaste expérience en matière de stratégie et de leadership à titre de vice-présidente directrice, Personnel et communications d'American Airlines, Inc., vice-présidente directrice, Personnel, Communications et Relations publiques de US Airways et vice-présidente, Communications d'entreprise d'America West Airlines. M^{me} Eberwein a également occupé des postes de direction clés chez Frontier Airlines et Western Pacific Airlines. M^{me} Eberwein est titulaire d'un baccalauréat ès arts en communications de masse de la Lindenwood University et d'un MBA pour cadres de l'université d'État du Colorado.

Mary Lou Maher possède de solides connaissances d'affaires et expertise financière dans diverses industries. Pendant sa carrière de 38 ans chez KPMG, elle a acquis une vaste expérience et une compréhension du rôle du conseil grâce à sa participation directe au sein du conseil et du travail qu'elle a accompli en tant qu'associée d'audit. Plus récemment, elle a agi à titre d'associée directrice canadienne, Qualité et gestion des risques, chez KPMG Canada, et de cheffe mondiale, Inclusion et diversité chez KPMG International. Elle a également occupé plusieurs postes de haute direction et de gouvernance, notamment celui de cheffe des finances, cheffe de l'inclusion et de la diversité et de cheffe des ressources humaines. Elle est Fellow de l'Institut des comptables professionnels agréés de l'Ontario.

François Olivier possède une grande expérience en croissance rentable d'entreprise au moyen de fusions et d'acquisitions et en gestion d'activités de fabrication à grande échelle, acquise surtout à titre de président et chef de la direction de Transcontinental inc., une société ouverte, de 2008 à 2021. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences de l'Université McGill et diplômé du Program for Management Development de la Harvard Business School.

Patrick M. Shanahan a été le 33^e secrétaire-adjoint à la Défense et secrétaire par intérim à la Défense des États-Unis. M. Shanahan compte plus de trois décennies d'expérience dans la gestion des profits et des pertes pour divers programmes et activités de The Boeing Company. M. Shanahan est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en génie mécanique de l'Université de Washington, ainsi que d'une maîtrise ès sciences et d'une maîtrise en administration des affaires du Massachusetts Institute of Technology.

10.3 Approbation des services

Le comité d'audit est responsable de la nomination et de la rémunération de l'auditeur indépendant de CAE ainsi que du maintien des services de ce dernier et de la supervision de son travail. Le comité d'audit doit préapprouver tous les services liés à l'audit ou les services autres que l'audit effectués par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. (**PwC**) ou l'entente relative à ces services doit être conclue conformément aux politiques et procédures établies par le comité. Conformément à ces politiques, le comité d'audit autorise CAE et les membres de son groupe à faire appel chaque année à l'auditeur pour assurer des services fiscaux, des services-conseils financiers ainsi que d'autres services liés à l'audit autorisés, moyennant des honoraires qui ne doivent pas dépasser les montants précisés. Après réflexion, le comité d'audit est arrivé à la conclusion que la prestation de ces services par PwC est compatible avec le maintien de l'indépendance de PwC. La politique du comité d'audit précise aussi les services qu'il est interdit à PwC de fournir à CAE. Afin de soutenir davantage l'indépendance de PwC, le comité d'audit a établi une politique concernant l'embauche par CAE d'associés et d'employés de PwC, anciens et actuels, qui ont travaillé sur le dossier de CAE au cours des dernières années.

Honoraires payés par CAE à PwC pendant l'exercice 2024

Le tableau ci-après indique tous les honoraires versés par CAE et ses filiales à PwC au cours du dernier exercice et de l'exercice précédent, par catégorie de services (description générale seulement).

CATÉGORIE D'HONORAIRES	2024 (en millions de dollars)	2023 (en millions de dollars)
1. Services d'audit	6,7	6,5
2. Services liés à l'audit	0,6	0,2
3. Services fiscaux	0,4	0,4
Total	7,7	7,1

Les honoraires d'audit comprennent les honoraires facturés pour des services professionnels d'audit des états financiers consolidés annuels de CAE et des services qui sont normalement rendus par PwC dans le cadre des dépôts prévus par la loi ou la réglementation, y compris l'audit des contrôles internes à l'égard de l'information financière exigée par la législation Sarbanes-Oxley.

Les honoraires pour services liés à l'audit comprennent ceux qui sont liés aux travaux exécutés dans le cadre d'acquisitions/dessaisissements, de financements/prospectus, de services de traduction et d'autres services divers liés à la comptabilité de CAE.

Les honoraires pour services fiscaux sont principalement liés à la conformité fiscale, à la planification fiscale et aux conseils fiscaux.

11. INTÉRÊTS DES EXPERTS

L'auditeur de la Société est PricewaterhouseCoopers, s.r.l./s.e.n.c.r.l., un cabinet de comptables professionnels agréés, situé au 1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal, Québec, Canada H3B 4Y1. PwC est indépendant de la Société au sens du Code de déontologie des comptables professionnels agréés (Québec). PwC est un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis (**PCAOB**), qui doit être indépendant en ce qui a trait à la Société conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et les règles et règlements applicables de la SEC et du PCAOB.

12. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Des renseignements supplémentaires, notamment des renseignements sur la rémunération des administrateurs et des dirigeants, sur les prêts consentis à ces derniers, sur les principaux porteurs de titres de CAE, sur les options d'achat de titres et sur les intérêts des initiés dans des opérations importantes, s'il y a lieu, sont présentés dans la circulaire de sollicitation de procurations en date du 14 juin 2024 relative à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de CAE qui se tiendra le 14 août 2024.

Des renseignements financiers supplémentaires, y compris les états financiers audités consolidés comparatifs et le rapport de gestion, sont fournis dans le rapport financier annuel de CAE à l'intention des actionnaires pour l'exercice clos le 31 mars 2024. On peut obtenir un exemplaire de ces documents en s'adressant au vice-président, Relations publiques et communications mondiales ou au chef des affaires juridiques et de la conformité, et secrétaire de CAE, ou bien en visitant le site Web de SEDAR+ au www.sedarplus.ca ou celui de CAE au www.cae.com.

En outre, CAE remettra à quiconque en fait la demande au vice-président, Relations publiques et communications mondiales ou au chef des affaires juridiques et de la conformité, et secrétaire de CAE, les documents indiqués ci-après :

- a) Lorsque les titres de CAE font l'objet d'un placement conformément à un prospectus simplifié provisoire ou à un prospectus simplifié :
 - i) un exemplaire de la présente notice annuelle ainsi qu'un exemplaire des documents ou des pages pertinentes des documents intégrés par renvoi;
 - ii) un exemplaire des états financiers comparatifs de CAE pour notre dernier exercice complet avec le rapport de l'auditeur y afférent, ainsi qu'un exemplaire des états financiers intermédiaires les plus récents de CAE visant une période postérieure à notre dernier exercice complet;
 - iii) un exemplaire de la circulaire de sollicitation de procurations relative à la dernière assemblée annuelle des actionnaires au cours de laquelle les administrateurs ont été élus; et
 - iv) un exemplaire des autres documents qui sont intégrés par renvoi à un prospectus simplifié et qui ne sont pas exigés aux termes des sous-alinéas i) à iii) ci-dessus; ou
- b) À tout autre moment, un exemplaire des autres documents mentionnés aux sous-alinéas i), ii) et iii) de l'alinéa a) ci-dessus; cependant, CAE peut exiger le paiement de frais raisonnables si la demande est présentée par une personne ou une société qui n'est pas porteuse de titres de CAE.

GLOSSAIRE

Dans la présente notice annuelle, les termes « nous », « nos », « notre », « nôtre », « Société » et « CAE » signifient CAE inc. et, selon le cas, ses filiales. Les autres termes clés ont le sens qui leur est donné ci-après :

« **\$ US** » signifie dollars américains

« **actions ordinaires** » signifie les actions ordinaires de CAE

« **AirCentre** » signifie le portefeuille d'opérations aériennes AirCentre de Sabre

« **ARC** » signifie l'Aviation royale canadienne

« **assemblée** » signifie l'assemblée annuelle des actionnaires de CAE devant être tenue le 14 août 2024

« **Aviation civile** » signifie le secteur Aviation civile de CAE

« **billets** » signifie les billets de premier rang non garantis de série 1 de la Société émis en juin 2023, portant intérêt au taux de 5,541 % par année, payables en versements semestriels égaux jusqu'à l'échéance en juin 2028

« **CAE Rise^{MC}** » signifie CAE Real-time Insights and Standardized Evaluations, la plateforme d'IA et d'analytique de CAE

« **CAE** » signifie CAE inc. et, selon le cas, ses filiales

« **CNRC** » signifie le Conseil national de recherches du Canada

« **conseil** » signifie le conseil d'administration de CAE inc.

« **anciens contrats** » réfère à huit anciens contrats à prix fixe préalablement déterminés, et décrits plus amplement à la section 6.2 « *Défense et sécurité* » du rapport de gestion figurant dans le rapport financier pour l'exercice clos le 31 mars 2024

« **Défense et sécurité** » signifie le secteur Défense et sécurité de CAE

« **DoD** » signifie le département de la Défense des États-Unis

« **DVAR** » signifie les droits à la valeur d'actions liés au rendement

« **DVNR** » signifie les droits à la valeur d'actions de négociation restreinte

« **ESG** » signifie les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance

« **états financiers consolidés** » signifie les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024 et les notes y afférentes

« **EX2021** » signifie l'exercice 2021, la période allant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021

« **EX2022** » signifie l'exercice 2022, la période allant du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

« **EX2023** » signifie l'exercice 2023, la période allant du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023

« **EX2024** » signifie l'exercice 2024, la période allant du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024

« **GIFCC** » signifie le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques

« **GRI** » signifie la Global Reporting Initiative

« **IA** » signifie intelligence artificielle

« **JASDF** » signifie la Force aérienne d'autodéfense japonaise

« **L3H MT** » signifie les activités de formation militaire de L3Harris Technologies

« **LCSA** » signifie la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*

« **MAA** » signifie mobilité aérienne avancée

« **membres de la haute direction** » signifie les membres de la haute direction de CAE

« **NLR** » signifie le Royal Netherlands Aerospace Centre

« **notice annuelle** » signifie la notice annuelle

« **NYSE** » signifie la bourse de New York

« **ODD** » signifie les objectifs de développement durable des Nations Unies

« **OEM** » signifie le fabricant d'équipement d'origine

« **OPRCA** » signifie offre publique de rachat dans le cours normal des activités

« **PCAOB** » signifie le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis)

« **PKP** » signifie les passagers-kilomètres payants

« **PwC** » signifie PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

« **rapport de gestion** » signifie le rapport de gestion de CAE

« **rapport financier annuel** » signifie le rapport financier annuel à l'intention des actionnaires pour l'exercice clos le 31 mars 2024

« **R-D** » signifie recherche et développement

« **RM** » signifie réalité mixte

« **RV** » signifie réalité virtuelle

« **S&P** » signifie S&P Global Ratings

« **Santé** » signifie l'ancien secteur Santé de CAE

« **SkyAlyne** » signifie SkyAlyne Canada Limited Partnership

« **Société** » signifie CAE inc. et, selon le cas, ses filiales

« **SVT** » signifie l'entraîneur virtuel du soldat (*Soldier Virtual Trainer*)

« **TI** » signifie les technologies de l'information

« **TRADOC** » signifie United States Army Training and Doctrine Command

« **TSX** » signifie la Bourse de Toronto

ANNEXE A – FILIALES ET AUTRES INVESTISSEMENTS

Le tableau suivant présente les filiales directes et indirectes et les autres investissements de CAE au 31 mars 2024. Toutes les sociétés sont détenues en propriété exclusive, sauf indication contraire.

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
Canada	
9595058 Canada Inc.	Canada
CAE BC ULC	Colombie-Britannique
CAE Digital Inc.	Canada
CAE International Holdings Limited	Canada
CAE Military Aviation Training Inc.	Canada
Les services simulateurs CAE inc.	Québec
CAE TSP Inc.	Canada
Pelesys Aviation Maintenance Training Inc.	Colombie-Britannique
Pelesys Learning Systems Inc.	Colombie-Britannique
Presagis Canada Inc.	Canada
SkyAlyne Canada Inc. (50 %)	Canada
SkyAlyne Canada Limited Partnership ² (50 %)	Ontario
États-Unis	
CAE (US) Inc.	Delaware
CAE Aviation Academy Phoenix LLC.	Arizona
CAE Civil Aviation Training Solutions Inc.	Floride
CAE Flight Services USA, Inc.	Delaware
CAE Flight Solutions USA Inc.	Delaware
CAE North East Training Inc.	Delaware
CAE SimuFlite Inc.	Delaware
CAE US Capital LLC	Delaware
CAE US Capital Management LLC	Delaware
CAE US Finance GP LLC	Delaware
CAE US Finance LP ³	Delaware
CAE US Management LLC	Delaware
CAE USA Inc.	Delaware
Embraer CAE Training Services, LLC (49 %)	Delaware
KVDB Flight Training Services, Inc. (49 %)	Arizona

² Il s'agit d'une société de personnes.

³ Il s'agit d'une société de personnes.

Merlot Aero Inc.	Delaware
Oxford Airline Training Center Inc.	Arizona
Parc U.S. Inc.	Delaware
Presagis USA Inc.	Californie
PTC Solutions JV, LLC (49 %)	Wisconsin
Rotorsim USA LLC (50 %)	Delaware
SimCom Holdings, Inc. (50 %)	Delaware
SimCom Inc. (50 %)	Delaware
SimCom International Inc. (50 %)	Floride
SkyWarrior Flight Training LLC (37 %)	Floride
Xebec Government Services, LLC (49 %)	Delaware
Xebec Government Solutions, LLC (49 %)	Delaware

Europe

Aegean CAE Flight Training S.A. (49 %)	Grèce
ARGE RME/CAE GmbH (50 %) ⁴	Allemagne
ARGE RME/CAE Austria (50%) ⁵	Allemagne
Aviation Personnel Support Services Limited	Irlande
Aviation Training Northeast Asia B.V. (50 %)	Pays-Bas
CAE (UK) plc	Royaume-Uni
CAE Academia de Aviacion España S.L.	Espagne
CAE Aircrew Training Services plc (76,45 %)	Royaume-Uni
CAE Aviation Training B.V.	Pays-Bas
CAE Beyss Grundstücksgesellschaft GmbH	Allemagne
CAE Center Amsterdam B.V.	Pays-Bas
CAE Center Brussels N.V.	Belgique
CAE Centre Copenhagen A.S.	Danemark
CAE Centre Oslo AS	Norvège
CAE Centre Stockholm AB	Suède
CAE CFT B.V.	Pays-Bas
CAE CFT Holdings B.V.	Pays-Bas
CAE Crew Solutions B.V.	Pays-Bas
CAE Engineering Korlátolt Felelősségű Társaság	Hongrie
CAE Flight Services Austria GmbH	Autriche
CAE Flight Services Poland Sp z.o.o.	Pologne
CAE Flight Services Sweden AB	Suède
CAE France SAS	France
CAE Global Academy Évora, S.A.	Portugal
CAE GmbH	Allemagne

⁴ Il s'agit d'une société de personnes.

⁵ Il s'agit d'une société de personnes.

CAE Holdings B.V.	Pays-Bas
CAE Holdings Limited	Royaume-Uni
CAE Icelandair Flight Training ehf (33,35 %)	Islande
CAE Investments SARL	Luxembourg
CAE Luxembourg Acquisition SARL	Luxembourg
CAE Management Hongrie Korlátolt Felelősségű Társaság	Hongrie
CAE Oslo Aviation Academy AS	Norvège
CAE Oxford Aviation Academy Amsterdam B.V.	Pays-Bas
CAE Parc Aviation Jersey Limited	Jersey
CAE Services GmbH	Allemagne
CAE Services Italia, S.r.l.	Italie
CAE Servicios Globales de Instrucción de Vuelo (España) S.L.	Espagne
CAE STS Limited	Royaume-Uni
CAE Training & Services Brussels NV	Belgique
CAE Training & Services UK Ltd.	Royaume-Uni
CAE Training Norway A.S.	Norvège
CAE Verwaltungsgesellschaft mbH	Allemagne
CVS Leasing Limited (13,39 %)	Royaume-Uni
Embraer CAE Training Services (NL) B.V. (49 %)	Pays-Bas
Embraer CAE Training Services (U.K.) Limited (49 %)	Royaume-Uni
ETOPS (SA) UK Limited	Royaume-Uni
ETOPS SAS	France
Flight Training Alliance GmbH (50 %)	Allemagne
GCAT Flight Academy Allemagne GmbH	Allemagne
GCAT Flight Academy Malta Limited	Malte
Helicopter Training Media International GmbH (50 %)	Allemagne
HFTS Helicopter Flight Training Services GmbH (25 %)	Allemagne
Leonardo CAE Advanced Jet Training S.r.l. (50 %)	Italie
Oxford Aviation Academy (Oxford) Limited	Royaume-Uni
Oxford Aviation Academy Europe AB	Suède
Oxford Aviation Academy European Holdings AB	Suède
Oxford Aviation Academy Finance Limited	Irlande
Oxford Aviation Academy Ireland Holdings Limited	Irlande
Oxford Aviation Academy Norway Holdings A.S.	Norvège
Parc Aviation (UK) Limited	Royaume-Uni
Parc Aviation Engineering Services Limited	Irlande
Parc Aviation International Limited	Irlande
Parc Aviation Limited	Irlande
Parc Aviation Services Limited	Île de Man
Parc Interim Limited	Irlande
Parc Selection Limited	Île de Man

Presagis Europe (S.A.S.)	France
Rotorsim s.r.l. (50 %)	Italie
Servicios de Instrucción de Vuelo, S.L. (80 %)	Espagne
Sim-Industries Production B.V.	Pays-Bas
Simubel NV (un centre de formation CAE)	Belgique
SIV Ops Training, S.L. (80 %)	Espagne

Autres

CAE Aircraft Maintenance Pty Ltd. (50 %)	Australie
CAE Arabia LLC (50 %)	Arabie Saoudite
CAE Australia Pty Ltd	Australie
CAE Aviation Services Pte Ltd.	Singapour
CAE Aviation Training Australia Pty Ltd.	Australie
CAE Aviation Training Chile Limitada ⁶	Chili
CAE Aviation Training International Ltd.	Maurice
CAE Aviation Training Peru S.A.	Pérou
CAE Bangkok Co., Limited	Thaïlande
CAE Brunei Multi-Purpose Training Center SDN BHD (60 %)	Brunei
CAE Centre Hong Kong Limited	Hong Kong, Chine
CAE CFT Korea Ltd.	Corée
CAE Colombia Flight Training S.A.S.	Colombie
CAE Defence Solutions Middle East LLC (50 %)	Qatar
CAE El Salvador Flight Training S.A. de C.V.	El Salvador
CAE Flight & Simulator Services Sdn. Bhd.	Malaisie
CAE Flight and Simulator Services Korea Ltd. (50 %)	Corée
CAE Flight Services New Zealand Limited	Nouvelle-Zélande
CAE Flight Services Uruguay S.A.	Uruguay
CAE Flight Training (India) Private Limited	Inde
CAE Flight Training Center Mexico, S.A. de C.V.	Mexique
CAE Kuala Lumpur Sdn. Bhd.	Malaisie
CAE India Private Limited	Inde
CAE Integrated Enterprise Solutions Australia Pty Ltd.	Australie
CAE Japan Flight Training Inc.	Japon
CAE Maritime Middle East L.L.C. (49 %)	ÉAU
CAE Melbourne Flight Training Pty Ltd. (50 %)	Australie
CAE Middle East L.L.C. (49 %)	ÉAU
CAE Middle East Holdings Limited	ÉAU
CAE Middle East Pilot Services L.L.C. (49 %)	ÉAU

⁶ Il s'agit d'une société de personnes.

CAE New Zealand Pty Limited	Nouvelle-Zélande
CAE Shanghai Company, Limited	Shanghai
CAE Simulation Technologies Private Limited	Inde
CAE Simulation Training Private Limited (50 %)	Inde
CAE Singapore (S.E.A.) Pte Ltd.	Singapour
CAE South America Flight Training do Brasil Ltda	Brésil
CAE Vietnam Limited Liability Company	Vietnam
CAE-GAH Aviation Technology Services Co. Ltd. (80 %)	Chine
CAE-LIDER Training Do Brasil Ltda. (50 %)	Brésil
China Southern West Australia Flying College Pty Ltd (14,26 %)	Australie
Emirates-CAE Flight Training LLC (49 %)	Dubai
ETOPS Aviation Services Malaysia Sdn Bhd	Malaisie
Flight Training Device (Mauritius) Limited	Maurice
HATSOFF Helicopter Training Private Limited (50 %)	Inde
International Flight School (Mauritius) Ltd.	Maurice
JAL CAE Flight Training Co. Ltd. (50 %)	Japon
Merlot Aero International Limited	Nouvelle-Zélande
National Flying Training Institute Private Limited (51 %)	Inde
Oxford Aviation Academy (Australia) Pty Ltd. (50 %)	Australie
Oxford Aviation Academy Holdings Pty Ltd. (50 %)	Australie
Parc Aviation Japan Limited	Japon
Pegasus Uçus Egitim Merkezi A.S. (50 %)	Turquie
Philippine Academy for Aviation Training, Inc. (40 %)	Philippines
RB Aero Development Services India Private Limited	Inde
Sabena Flight Academy – Africa, SA avec CA (34 %)	Cameroun
SCFT Malaysia SDN. BHD. (50 %)	Malaisie
SIM-Industries Brasil Administração de Centros de Treinamento Ltda	Brésil
Simulator Servicios Mexico, S.A. de C.V.	Mexique
Singapore CAE Flight Training Pte Ltd. (50 %)	Singapour

INACTIF

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
CAE Crewing Services Limited	Irlande
CAE Screenplates SA	France
Invertron Simulators plc	Royaume-Uni
Parc Aviation Training Limited	Irlande

ANNEXE B – EMPLACEMENTS DES SITES IMPORTANTS

Le tableau suivant présente, par secteur d'activité, les emplacements des principales filiales et des sites importants des divisions de CAE à la date de la présente notice annuelle⁷ :

<i>Emplacement</i>	<i>Aviation civile</i>	<i>Défense et sécurité</i>
Canada		
Cold Lake, Alberta		√
Comox, Colombie-Britannique		√
Gagetown, Nouveau-Brunswick		√
Greenwood, Nouvelle-Écosse		√
Halifax, Nouvelle-Écosse		√
Mirabel, Québec		√
Montréal, Québec	√	√
Moose Jaw, Saskatchewan		√
North Saanich, Colombie-Britannique		√
Ottawa, Ontario		√
Petawawa, Ontario		√
Saint John's, Terre-Neuve	√	
Toronto, Ontario	√	
Trenton, Ontario		√
Vancouver, Colombie-Britannique	√	
Winnipeg, Manitoba		√
États-Unis		
Altus, Oklahoma		√
Arlington, Texas	√	√
Avon, Connecticut	√	
Binghamton, New York		√
Chantilly, Virginie		√
Cheyenne, Wyoming		√
Chicopee, Massachusetts		√
China Lake, Californie		√
Colorado Springs, Colorado		√
Corpus Christi, Texas		√
Dallas/Fort Worth, Texas	√	√
Dothan, Alabama		√
Edwards AFB, Californie		√
Eglin AFB, Floride		√
Elmendorf AFB, Alaska		√
Fairchild AFB, Washington		√
Fort Liberty, Caroline du Nord		√

⁷ La liste présente les principaux bureaux de CAE, ses activités, ses centres de formation ainsi que l'emplacement des principales bases militaires où nous fournissons des services de soutien à la formation partout dans le monde. Sont exclus de cette liste les sites comptant un nombre restreint d'employés et les sites où nous exploitons des programmes de sécurité de niveau supérieur.

<i>Emplacement</i>	<i>Aviation civile</i>	<i>Défense et sécurité</i>
Fort Novosel, Alabama		√
Fowler, Colorado		√
Glendale, Arizona		√
Goldsboro, Caroline du Nord		√
Grand Forks, North Dakota		√
Hickam AFB, Hawaii		√
Hill AFB, Utah		√
Honolulu, Hawaii	√	
Irving, Texas	√	
Las Vegas, Nevada	√	
Little Rock, Arkansas		√
MacDill AFB, Floride		√
March ARB, Californie		√
Marietta, Géorgie		√
Mesa, Arizona	√	√
Milwaukee, Wisconsin		√
Minneapolis, Minnesota	√	
Morristown, New Jersey	√	
Nellis AFB, Nevada		√
Oklahoma City, Oklahoma	√	√
Orlando, Floride	√	√
Pensacola, Floride		√
Phoenix, Arizona	√	
Pueblo, Colorado		√
Swanton, Ohio		√
Tampa, Floride		√
Tucson, Arizona		√
Tulsa, Oklahoma		√
Valparaiso, Floride		√
Washington, D.C.	√	√
<i>Royaume-Uni</i>		
Benson, Royaume-Uni		√
Burgess Hill, Royaume-Uni	√	√
Gatwick, Royaume-Uni	√	
Helston, Royaume-Uni		√
Moray, Royaume-Uni		√
Oxford, Royaume-Uni	√	
<i>Reste des Amériques</i>		
Bogota, Colombie	√	
Lima, Pérou	√	
Montevideo, Uruguay	√	
Santiago, Chili	√	

<i>Emplacement</i>	<i>Aviation civile</i>	<i>Défense et sécurité</i>
São Paulo, Brésil	√	
Toluca, Mexique	√	
Europe		
Amsterdam, Pays-Bas	√	
Barcelone, Espagne	√	
Bordeaux, France	√	
Brême, Allemagne		√
Bruxelles, Belgique	√	
Büchel, Allemagne		√
Buckeburg, Allemagne		√
Budapest, Hongrie	√	√
Cazaux, France		√
Cognac, France		√
Copenhague, Danemark	√	
Den Helder, Pays-Bas		√
Dublin, Irlande	√	
Eindhoven, Pays-Bas		√
Francfort, Allemagne	√	
Geilenkirchen, Allemagne		√
Gilze-Rijen, Pays-Bas		√
Ingolstadt, Allemagne		√
Jagel, Allemagne		√
Cracovie, Pologne	√	√
Malaga, Espagne	√	
Madrid, Espagne	√	√
Manching, Allemagne		√
Milan, Italie	√	
Nordholz, Allemagne		√
Oslo, Norvège	√	
Prague, République tchèque	√	
Reykjavik, Islande	√	
Rome, Italie	√	
Sesto Calende, Italie	√	√
Shannon, Irlande	√	
Stockholm, Suède	√	
Stolberg, Allemagne		√
Varese, Italie	√	√
Vienne, Autriche	√	
Varsovie, Pologne		√
Asie		
Abu Dhabi, Émirats arabes unis	√	√
Beijing, Chine	√	
Chongqing, Chine	√	

<i>Emplacement</i>	<i>Aviation civile</i>	<i>Défense et sécurité</i>
Bangalore, Inde	√	√
Bandar Seri Begawan, Brunei	√	√
Bangkok, Thaïlande	√	
Doha, Qatar	√	√
Dubaï, Émirats arabes unis	√	√
Gondia, Inde	√	
Ho Chi Minh, Vietnam	√	
Hong Kong, Hong Kong	√	
Jakarta, Indonésie	√	
Kuala Lumpur, Malaisie	√	
Manille/Clark, Philippines	√	
New Delhi, Inde	√	
Pune, Inde	√	
Riyad, Arabie Saoudite		√
Séoul, Corée du Sud	√	
Shanghai, Chine	√	
Singapour, Singapour	√	√
Tokyo, Japon	√	
Océanie et Afrique		
Amberley, Australie		√
Auckland, Nouvelle-Zélande	√	√
Brisbane, Australie		√
Homebush, Australie (Sydney)		√
Johannesburg, Afrique du Sud	√	
Kingsford, Australie		√
Melbourne, Australie	√	
Nowra Hill, Australie		√
Oakey, Australie		√
Perth, Australie	√	√
Richmond, Australie		√

ANNEXE C – CHARTE DU COMITÉ D'AUDIT

CAE INC.

COMPOSITION ET RESPONSABILITÉS DU

COMITÉ D'AUDIT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. RESPONSABILITÉS GÉNÉRALES

- 1.1 Le comité d'audit (le « **comité** ») relève du conseil d'administration.
- 1.2 Le comité se compose de trois à sept administrateurs (dont l'un agit à titre de président). Tous les membres du comité doivent être des administrateurs indépendants. Le conseil d'administration détermine si les membres du comité sont indépendants en fonction des lois, règlements et autres exigences et lignes directrices réglementaires applicables. Chaque membre doit réaffirmer annuellement son indépendance face à CAE inc. (« **CAE** » ou la « **Société** »), conformément aux normes d'indépendance fixées par les organismes de réglementation, les bourses et les autres lois, règlements et exigences applicables. Chaque membre doit être en mesure de lire et de comprendre les états financiers (état de la situation financière, état des résultats, état des flux de trésorerie) qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers consolidés de CAE, ou doit être en mesure de les lire et de les comprendre dans un délai raisonnable après son entrée au comité. Au moins un membre doit pouvoir être considéré comme « expert financier » (au sens de la réglementation applicable) du fait qu'il a occupé un emploi en finance, en comptabilité ou dans tout autre domaine lui donnant une expertise financière. La composition du comité, y compris les compétences de ses membres, doit être conforme aux exigences des organismes de réglementation, des bourses et des lois, règlements et exigences applicables, dans leur version éventuellement modifiée.
- 1.3 Le président et les membres du comité sont élus annuellement par le conseil d'administration sur la recommandation du comité de gouvernance et du président du conseil d'administration. Si le président du comité désigné n'est pas en mesure de participer à une réunion du comité, les membres présents élisent un remplaçant qui présidera la réunion.
- 1.4 Le quorum est constitué par une majorité des membres du comité.
- 1.5 Le comité se doit de travailler en étroite collaboration avec les dirigeants et les employés de CAE, ses auditeurs et/ou ses autres conseillers compétents et disposer de l'accès à l'information que le comité juge nécessaire ou utile pour s'acquitter des tâches et des responsabilités qui lui ont été attribuées par le conseil d'administration et ci-après décrites.

2. EXAMEN DES ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS

- 2.1 Examiner les états financiers annuels consolidés et audités et faire des recommandations particulières au conseil d'administration. Dans le cadre de ce processus, le comité doit :
- a) examiner la pertinence des états financiers consolidés et de tout changement apporté aux principes et pratiques comptables sous-jacents;
 - b) examiner la pertinence des évaluations, des décisions et du niveau de prudence exercé dans les choix comptables;
 - c) examiner trimestriellement les risques informatiques et de cybersécurité et les éléments ayant une incidence sur les contrôles;
 - d) examiner annuellement, de concert avec la direction et les auditeurs internes et externes la stratégie de détermination, d'évaluation et d'atténuation des risques financiers, ainsi que les données sur l'évaluation des risques intégrée dans le cycle de planification des audits annuels et les mises à jour

trimestrielles ultérieures du chef de la direction financière en cas de changements importants apportés à l'évaluation des risques financiers;

- e) surveiller l'examen effectué par le service d'audit interne de l'existence et de l'efficacité du cadre stratégique de gestion des risques de l'entreprise de CAE;
- f) examiner annuellement les états financiers audités et rapports d'évaluation actuarielle pour le régime de retraite complémentaire, le régime de retraite des hauts dirigeants désignés, le régime de retraite des employés, le régime de retraite des employés de CAE MAT Inc. et tout autre régime de retraite important au Canada;
- g) examiner annuellement les états financiers audités pour les régimes d'épargne retraite 401(K) en vigueur aux États-Unis ainsi que d'autres régimes de retraite américains importants de la Société et de ses filiales; et
- h) recevoir le résumé des rapports actuariels annuels portant sur les régimes de retraite à prestations définies à des fins d'information compte tenu de sa nature financière.

3. MISSION DE L'AUDITEUR EXTERNE

3.1 Recommander au conseil d'administration la nomination des auditeurs externes indépendants.

3.2 Examiner et approuver la lettre de mission. Dans le cadre de cet examen, le comité revoit et recommande au conseil d'administration, aux fins d'approbation, les honoraires des auditeurs pour leur travail d'audit annuel. Le comité se doit de faire ce qui suit :

- a) superviser le travail fait par les auditeurs de la Société dans le cadre de la publication du rapport d'audit annuel et des rapports d'examen trimestriels;
- b) approuver la mission des auditeurs externes pour les besoins de l'audit, de tout service lié à l'audit, de tout conseil relatif à la fiscalité et de tout autre service autorisé et il doit également approuver les honoraires pour de tels services. Déterminer l'enveloppe pour les services préapprouvés des auditeurs quant au type de travail et au seuil monétaire. Approuver de façon ponctuelle les services qui n'entrent pas dans la catégorie des services préapprouvés, le cas échéant;
- c) réception des auditeurs externes, au moins une fois par année, d'un rapport écrit décrivant toutes les relations entre les auditeurs et CAE susceptibles d'influer sur l'objectivité et l'indépendance des auditeurs;
- d) examiner avec le conseil d'administration, chaque année, l'indépendance des auditeurs externes et soit confirmer au conseil d'administration l'indépendance de ces derniers, soit recommander au conseil d'administration de prendre les mesures appropriées pour s'assurer de leur indépendance; et
- e) examiner périodiquement (au moins tous les deux ans) et approuver les politiques de CAE en ce qui a trait à l'embauche d'anciens ou actuels associés et employés d'anciens ou actuels auditeurs externes de CAE.

4. EXAMEN ET DISCUSSION AVEC LES AUDITEURS EXTERNES

4.1 Examiner, avec les auditeurs externes et la direction, les plans et objectifs annuels d'audit externe, y compris les objectifs, la portée, les risques, l'échéancier, l'importance relative et les honoraires de l'audit.

4.2 Demander et examiner un rapport annuel rédigé par les auditeurs externes, faisant état de toute recommandation visant à améliorer les contrôles internes sur les procédures de communication de l'information et répertoriant les mesures prises par la direction pour suivre ces recommandations.

4.3 En ce qui concerne les procédures de contrôle de qualité interne des auditeurs, examiner, s'il y a lieu, les questions importantes soulevées par la plus récente révision de contrôle de qualité interne effectuée par les auditeurs ou soulevées par toute demande ou enquête de la part des autorités gouvernementales ou professionnelles, au cours des cinq années précédentes, à propos d'un ou de plusieurs audits effectués par les auditeurs, et faisant état des mesures prises pour apporter des réponses à ces questions.

4.4 Discuter en temps opportun avec les auditeurs externes i) des politiques et pratiques comptables

essentielles, y compris les futures réglementations et normes comptables, ii) des autres façons de traiter l'information financière conformément aux principes comptables généralement reconnus quant aux éléments importants ayant fait l'objet de discussions avec la direction, de leurs ramifications et du traitement privilégié par les auditeurs externes, et iii) des autres échanges écrits importants entre les auditeurs externes et la direction, y compris la lettre et le tableau de la direction portant sur les différences non ajustées.

- 4.5 Rencontrer les auditeurs externes afin d'examiner les états financiers annuels consolidés audités et les états financiers trimestriels consolidés, y compris les déclarations dans le rapport de gestion, et d'en discuter.
- 4.6 Rencontrer les auditeurs externes séparément tous les trimestres (y compris l'associé responsable de la mission).
- 4.7 Poser des questions précises et spécifiques sur le travail fait par les auditeurs externes en ce qui concerne ce qui suit :
 - a) le travail des dirigeants chargés de l'établissement des états financiers consolidés;
 - b) toute restriction sur l'étendue du travail d'audit;
 - c) le niveau de collaboration à l'audit;
 - d) l'efficacité du travail d'audit interne;
 - e) toute divergence d'opinions ou tout conflit important non résolu entre la direction et les auditeurs externes;
 - f) toute transaction ou activité pouvant être illégale ou contraire à l'éthique; et
 - g) l'indépendance des auditeurs externes, y compris la nature et les honoraires pour services non liés à l'audit rendus par la firme d'audit externe et les membres de son groupe.
- 4.8 Procéder à des évaluations et fournir régulièrement de la rétroaction aux auditeurs externes.
- 4.9 Effectuer une évaluation annuelle de la performance des auditeurs externes.

5. EXAMEN ET DISCUSSION AVEC LES AUDITEURS INTERNES

- 5.1 Examiner et approuver le plan d'audit interne annuel, y compris l'évaluation du risque de l'audit, les activités planifiées, le niveau et la nature de l'information présentée, les ressources/l'organisation d'audit et tout changement important au cours de l'année.
- 5.2 Examiner le budget annuel du service d'audit interne.
- 5.3 Examiner périodiquement la pertinence et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, notamment financière, de la Société, y compris tout problème ou changement important touchant les contrôles internes.
- 5.4 Fixer et communiquer des attentes élevées au directeur de l'audit interne et lui donner, ainsi qu'à son service, la responsabilité de les satisfaire. Offrir des conseils sur les lacunes administratives déjà signalées et faire le suivi des recommandations et de leur mise en application.
- 5.5 Rencontrer séparément et périodiquement le directeur de l'audit interne.
- 5.6 Poser des questions précises et spécifiques sur le travail fait par les auditeurs internes en ce qui concerne ce qui suit :
 - a) toute recommandation importante visant à améliorer les contrôles internes des finances, de l'exploitation et de la conformité, et les mesures prises par la direction pour suivre ces recommandations;

- b) le degré d'indépendance de l'audit interne; et
 - c) tout désaccord important avec la direction sur la portée de la mission ou les obstacles rencontrés dans son exécution.
- 5.7 Parallèlement à l'examen du plan d'audit interne annuel, discuter des objectifs, évaluer le rendement et examiner la rémunération du directeur de l'audit interne.
- 5.8 Superviser au moins une fois tous les cinq ans un examen externe de la fonction d'audit interne et un programme annuel d'auto-évaluation de la qualité interne de la fonction.

6. EXAMEN ET DISCUSSION AVEC LA DIRECTION

- 6.1 Examiner et évaluer la pertinence et la qualité de l'organisation, de la dotation en personnel et de la planification de la relève pour les responsabilités en matière de comptabilité et de finance (y compris l'audit interne).
- 6.2 Examiner les analyses faites par la direction établissant les questions importantes en matière d'information financière et les hypothèses retenues par la direction dans l'établissement des états financiers consolidés, y compris les analyses de l'effet sur les états financiers consolidés de méthodes de rechange conformes aux PCGR. Cet examen doit également comprendre ce qui suit :
- a) l'examen avec la direction de l'incidence des initiatives réglementaires et comptables, ainsi que des structures hors bilan, sur les états financiers consolidés de la Société; et
 - b) l'examen et l'approbation de toutes les opérations entre apparentés avec des organisations déterminées comme liées à partir d'associations avec administrateurs et des dirigeants.
- 6.3 Discuter avec la direction des états financiers audités consolidés annuels, des états financiers trimestriels consolidés et de l'auditeur indépendant, y compris de l'information communiquée par CAE dans le rapport de gestion.
- 6.4 Examiner trimestriellement avec la direction la mesure des indicateurs de qualité de l'audit et évaluer la pertinence de l'utilité des indicateurs établis.
- 6.5 Examiner et assumer la responsabilité d'une surveillance précise des éléments de CAE suivants :
- a) le cadre stratégique de gestion des risques de l'entreprise;
 - b) les activités de gestion des risques pour l'intégration des fusions et acquisitions et exécution du programme;
 - c) la couverture d'assurance globale (y compris le régime d'assurance des administrateurs et dirigeants).
- 6.6 Examiner au moins une fois par année avec la direction :
- a) la pertinence et l'efficacité de la structure du capital et de la trésorerie; et
 - b) la conformité fiscale.
- 6.7 Superviser la mise en place et le maintien par la direction d'un système de processus et de contrôles visant à garantir l'intégrité, l'exactitude et la fiabilité des informations ESG à inclure dans les rapports financiers.

7. EXAMEN ET DISCUSSION AVEC LE COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

- 7.1 Sur demande, fournir du soutien au comité des ressources humaines (« **comité des RH** ») du conseil d'administration à propos des mesures d'intéressement de la direction et des questions connexes (y compris la rémunération et l'utilisation adéquate des actifs de l'entreprise).
- 7.2 Apporter son soutien au comité des RH pour l'évaluation de la structure incitative afin de déterminer si celle-ci contribue à augmenter la fraude ou les autres risques.

8. EXAMEN DES DOCUMENTS D'INFORMATION PUBLICS

- 8.1 Examiner tous les documents publics importants liés au rendement financier de CAE, à sa situation financière ou aux analyses qui s'y rapportent, y compris les états financiers consolidés, le rapport de gestion, les communiqués sur les résultats annuels et intermédiaires et la notice annuelle, avant leur publication.
- 8.2 Examiner et contrôler les pratiques et méthodes adoptées par la Société pour assurer leur conformité aux exigences des bourses, lois, règlements et autres règles applicables, et s'il y a lieu, faire des recommandations ou présenter des rapports à ce sujet au conseil d'administration.
- 8.3 Commenter l'information financière et les projections sur le bénéfice de CAE communiquées aux analystes et agences de notation.
- 8.4 Examiner les questions importantes concernant les principes comptables et la présentation des rapports financiers, y compris les changements importants aux principes comptables à respecter dans l'établissement des comptes de la Société et de ses filiales, ou dans leur application, les questions importantes portant sur les contrôles internes de la Société et toute mesure d'audit particulière adoptée en raison de lacunes importantes dans le contrôle.
- 8.5 Établir/examiner les rapports du comité que les autorités compétentes en valeurs mobilières peuvent exiger d'inclure dans la circulaire de sollicitation de procurations et les autres documents d'information de la Société.
- 8.6 Examiner et approuver les méthodes définies dans la Politique de divulgation de la Société et vérifier annuellement que des méthodes adéquates sont en place pour l'examen de la divulgation de l'information financière issue des états financiers consolidés.

9. QUESTIONS JURIDIQUES ET DE CONFORMITÉ

- 9.1 Examiner, avec le chef des affaires juridiques de la Société, les questions juridiques et de conformité qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

10. TRAITEMENT DES PLAINTES

- 10.1 Maintenir des procédures de réception, de conservation et de traitement des plaintes reçues par la Société en matière de comptabilité, de contrôles comptables internes et de pratiques d'audit, et de signalement anonyme et confidentiel, par les employés, des pratiques comptables ou d'audit discutables.

11. EXAMEN ANNUEL

- 11.1 Examiner et évaluer annuellement la pertinence du mandat du comité, en rendre compte au conseil d'administration et soumettre à son approbation toute proposition de changement.
- 11.2 Effectuer une évaluation annuelle du rendement du comité et en rendre compte au président du comité de gouvernance du conseil d'administration de CAE.

12. ORIENTATION ET FORMATION CONTINUE

- 12.1 Au besoin, trouver des lectures portant sur les comités d'audit et participer à des activités sur le sujet.

13. AUTRES RESPONSABILITÉS

- 13.1 Le conseil d'administration peut confier à l'occasion au comité l'étude de toute autre question concernant les affaires financières ou la gestion des risques de la Société, selon ce qu'il juge à propos.

14. RÉUNIONS

- 14.1 Le comité se réunit aux moments que lui-même ou le conseil d'administration juge opportuns et rend régulièrement compte au conseil d'administration.

15. RECOURS À DES EXPERTS-CONSEILS

- 15.1 Le comité a l'autorisation de faire appel à des consultants indépendants ou à d'autres conseillers, selon ses besoins, pour mener à bien ses fonctions. La Société assurera le financement nécessaire déterminé par le comité pour l'obtention de tels services.

Dernière mise à jour le 13 février 2024